

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1954 No. 94

A. TITEL

*Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg
(CIM), met Bijlagen en Aanvullend Protocol;
Bern, 25 October 1952*

B. TEKST

De Franse tekst van het Verdrag met de Bijlagen II, III, IVa, IVb, VI, IX en X, en van het Aanvullend Protocol is in *Trb.* 1953, 66 geplaatst¹).

Tijdens een van 8 tot 11 April 1953 te Bern gehouden buitengewone diplomatieke conferentie is een Bijlage V bij het Verdrag vastgesteld. Het document, waarin de Bijlage was vervat, stond ter ondertekening open tot 1 Juni 1953; het is ondertekend door dezelfde Staten die het Verdrag hebben ondertekend. De Bijlage luidt als volgt:

ANNEXE V

(Article 57)

**Règlement relatif à l'Office central des transports internationaux
par chemins de fer**

Article premier

§ 1. L'Office central des transports internationaux par chemins de fer siège à Berne, sous les auspices du Gouvernement suisse.

Le contrôle de son activité, tant sur le plan administratif que sur le plan financier, s'exerce dans le cadre établi par les dispositions de l'article 57 de la Convention et est confié à un Comité administratif.

A cet effet, le Comité administratif

a) veille à la bonne application par l'Office central des Conventions ainsi que des autres textes issus des conférences de révision et

¹ Vergelijk de Bijlagen I, VII en IX van het Internationaal Verdrag (CIM) van 23 November 1933, van welke Bijlagen tekst en vertaling zijn geplaatst in *Trb.* 1952, 166 (Bijlagen VII en IX) en *Trb.* 1954, 111 (Bijlage I).

préconise, s'il y a lieu, les mesures propres à faciliter l'application de ces Conventions et textes;

b) donne des avis motivés sur les questions qui peuvent intéresser l'activité de l'Office central et qui lui sont soumises par un Etat contractant ou par le directeur de l'Office.

§ 2. a) Le Comité administratif se réunit à Berne. Il se compose de neuf membres, choisis parmi les Etats contractants.

b) La Confédération suisse dispose d'un siège permanent dans le Comité, dont elle assume la présidence. Les autres Etats membres sont nommés pour cinq ans. La Conférence diplomatique chargée de mettre en vigueur la Convention, en exécution de l'article 64 de celle-ci et en tenant compte d'une équitable répartition géographique, désigne les Etats faisant partie du Comité pour la première période de cinq ans. Elle décide des dispositions propres à déterminer la composition du Comité pour les périodes ultérieures.

c) Si une vacance se produit parmi les Etats membres, le Comité administratif désigne lui-même un autre Etat contractant pour occuper le siège vacant.

d) Chaque Etat membre désigne, comme délégué au Comité administratif, une personne qualifiée en raison de son expérience des questions de transports internationaux.

e) Le Comité administratif établit son règlement intérieur et se constitue lui-même.

Il tient au moins une réunion ordinaire chaque année; il tient, en outre, des réunions extraordinaires lorsque trois Etats membres au moins en font la demande.

Le secrétariat du Comité administratif est assuré par l'Office central.

Les procès-verbaux des séances du Comité administratif sont envoyés à tous les Etats contractants.

f) Les fonctions de délégué d'un Etat membre sont gratuites et les frais de déplacement qu'elles entraînent sont à la charge de cet Etat.

§ 3. a) Le Comité administratif établit le règlement concernant l'organisation, le fonctionnement et le statut du personnel de l'Office central. Le Gouvernement suisse lui présente un projet à cet effet.

b) Le Comité administratif nomme le directeur, le vice-directeur et les conseillers de l'Office central; le Gouvernement suisse lui présente des propositions à cet effet. Pour ces nominations, le Comité administratif tient compte plus particulièrement de la compétence des candidats et d'une équitable répartition géographique.

c) Le Comité administratif approuve le budget annuel de l'Office central, en tenant compte des dispositions de l'article 2 ci-après, ainsi que le rapport annuel de gestion.

La vérification des comptes de l'Office central, qui a trait uniquement à la concordance des écritures et des pièces comptables, dans le cadre du budget, est exercée par le Gouvernement suisse. Celui-ci transmet ces comptes, avec un rapport, au Comité administratif.

Le Comité administratif communique aux Etats contractants, avec le rapport de gestion de l'Office central et le relevé des comptes annuels de ce dernier, les décisions, résolutions et recommandations qu'il est appelé à formuler.

d) Le Comité administratif adresse à chaque conférence de révision, au moins deux mois avant l'ouverture de celle-ci, un rapport sur l'ensemble de son activité depuis la conférence précédente.

Article 2

§ 1. Les frais de l'Office central sont supportés par les Etats contractants proportionnellement à la longueur des lignes de chemins de fer ou des parcours auxquels s'applique la Convention. Toutefois, les lignes de navigation participent aux dépenses proportionnellement à la moitié seulement de leurs parcours. Pour chaque Etat, la contribution est de 1 fr. 40 au maximum par kilomètre. Exceptionnellement, cette contribution peut, après accord entre le Gouvernement intéressé et l'Office central, et approbation du Comité administratif, être réduite de cinquante pour cent au maximum pour des lignes exploitées dans des conditions particulières. Le montant du crédit annuel afférent au kilomètre est fixé, pour chaque exercice, par le Comité administratif, l'Office central entendu. Il est toujours perçu en totalité. Lorsque les dépenses effectives de l'Office central n'ont pas atteint le montant du crédit calculé sur cette base, le solde non dépensé est versé à un fonds de réserve.

§ 2. A l'occasion de la remise aux Etats contractants du rapport de gestion et du relevé des comptes annuels, l'Office central les invite à verser leur part contributive aux dépenses de l'exercice écoulé. L'Etat qui, à la date du 1er octobre, n'aurait pas versé sa part est, une deuxième fois, invité à le faire. Si ce rappel n'est pas suivi d'effet, l'Office central le renouvelle au début de l'année suivante, à l'occasion de l'envoi de son rapport de gestion pour l'exercice écoulé. Si, à la date du 1er juillet suivant, aucun compte n'a été tenu de ce rappel, une quatrième démarche est faite auprès de l'Etat retardataire pour l'amener à payer les deux annuités échues. En cas d'insuccès, l'Office central l'avise, trois mois plus tard, que, si le versement attendu n'a pas été effectué avant la fin de l'année, son abstention sera interprétée comme une manifestation tacite de sa volonté de se retirer de la Convention. A défaut d'une suite donnée à cette dernière démarche avant le 31 décembre, l'Office central, prenant acte de la volonté, tacitement exprimée par l'Etat défaillant, de se retirer de la

Convention, procède à la radiation des lignes de cet Etat de la liste des lignes admises au service des transports internationaux.

§ 3. Les montants non recouverts doivent, autant que possible, être couverts au moyen des crédits ordinaires dont dispose l'Office central et peuvent être répartis sur quatre exercices. La partie du déficit qui n'aurait pas pu être comblée de la sorte est portée, dans un compte spécial, au débit des autres Etats contractants dans la proportion du nombre de kilomètres de lignes soumises à la Convention à l'époque de la mise en compte et, pour chacun, dans la mesure où il a déjà, pendant la période de deux ans qui s'est terminée par la retraite de l'Etat défaillant, été partie avec lui à la Convention.

§ 4. L'Etat dont les lignes ont été radiées dans les conditions indiquées au § 2 ci-dessus ne peut les faire réadmettre au service des transports internationaux qu'en payant, au préalable, les sommes dont il est resté débiteur, pour les années entrant en considération et ce avec intérêt de cinq pour cent à compter de la fin du sixième mois écoulé depuis le jour où l'Office central l'a invité la première fois à payer les parts contributives lui incombant.

Article 3

§ 1. L'Office central publie un bulletin mensuel contenant les renseignements nécessaires à l'application de la Convention, notamment les communications relatives à la liste des lignes de chemins de fer et d'autres entreprises et aux objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, ainsi que les études qu'il jugerait utile d'y insérer.

§ 2. Le bulletin est rédigé en français et en allemand. Un exemplaire est envoyé gratuitement à chaque Etat contractant et à chacune des administrations intéressées. Les autres exemplaires demandés sont payés à un prix fixé par l'Office central.

Article 4

§ 1. Les bordereaux et créances pour transports internationaux restés impayés peuvent être adressés par l'entreprise créancière à l'Office central pour qu'il en facilite le recouvrement. A cet effet, l'Office central met l'entreprise de transport débitrice en demeure de régler la somme due ou de fournir les motifs de son refus de payer.

§ 2. Si l'Office central estime que les motifs de refus allégués sont suffisamment fondés, il renvoie les parties à se poursuivre devant le juge compétent ou, si les parties en font la demande, devant le tribunal arbitral prévu à l'article 60 de la Convention (Annexe X).

§ 3. Lorsque l'Office central estime que la totalité ou une partie de la somme est réellement due, il peut, après avoir consulté un expert,

déclarer que l'entreprise de transport débitrice est tenue de verser à l'Office central tout ou partie de la créance; la somme ainsi versée doit rester consignée jusqu'à décision au fond par le juge compétent ou par le tribunal arbitral prévu à l'article 60 de la Convention (Annexe X).

§ 4. Dans le cas où une entreprise de transport n'a pas donné suite, dans la quinzaine, aux injonctions de l'Office central, il lui est adressé une nouvelle mise en demeure, avec indication des conséquences de son refus.

§ 5. Dix jours après cette nouvelle mise en demeure, si elle est restée infructueuse, l'Office central adresse à l'Etat contractant dont dépend l'entreprise de transport un avis motivé, en invitant cet Etat à aviser aux mesures à prendre et notamment à examiner s'il doit maintenir sur la liste les lignes de l'entreprise de transport débitrice.

§ 6. Si l'Etat contractant dont dépend l'entreprise de transport débitrice déclare que, malgré le non-paiement, il ne croit pas devoir faire rayer de la liste cette entreprise, ou s'il laisse sans réponse pendant six semaines la communication de l'Office central, il est réputé de plein droit accepter la garantie de la solvabilité de ladite entreprise, en ce qui concerne les créances résultant des transports internationaux.

Article 5

Il est perçu une rémunération pour couvrir les frais particuliers résultant de l'activité prévue à l'article 57, § 1, lettres *d*) à *f*), de la Convention. Le montant de cette rémunération est fixé par le Comité administratif, sur proposition de l'Office central.

Article 6

Disposition transitoire

La première réunion ordinaire du Comité administratif, qui est convoquée par le Gouvernement suisse, doit avoir lieu dans un délai de deux mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM)

DE ONDERGETEKENDE GEVOLMACHTIGDEN,

die de noodzakelijkheid erkend hebben het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg, ondertekend te Rome op 23 November 1933, te herzien, hebben in overeenstemming met artikel 60 van genoemd Verdrag besloten te dien einde een nieuw Verdrag te sluiten en zijn de volgende artikelen overeengekomen:

TITEL I

ONDERWERP EN DRAAGWIJDTE VAN HET VERDRAG

Artikel 1

Spoorwegen en vervoer, waarop het Verdrag van toepassing is

§ 1. Dit Verdrag is, behoudens de in de volgende paragrafen genoemde uitzonderingen, van toepassing op alle goederenzendingen, die met een rechtstreekse vrachtbrief ten vervoer worden aangeboden voor op het grondgebied van ten minste twee der bij het Verdrag partij zijnde Staten gelegen trajecten, voorzover het vervoer uitsluitend plaats vindt over lijnen, ingeschreven op de overeenkomstig artikel 58 opgestelde lijst.

§ 2. De zendingen, waarvan het station ¹⁾ van afzending en het station van bestemming op het grondgebied van eenzelfde Staat zijn gelegen en waarbij uitsluitend voor doorvoer van het grondgebied van een andere Staat wordt gebruik gemaakt, zijn onderworpen aan het recht van de Staat van vertrek:

a) wanneer de lijnen, over welke de doorvoer plaats vindt, uitsluitend worden geëxploiteerd door een spoorweg van de Staat van vertrek;

b) zelfs wanneer de lijnen, over welke de doorvoer plaats vindt, niet uitsluitend door een spoorweg van de Staat van vertrek worden geëxploiteerd, indien de belanghebbende spoorwegen bijzondere overeenkomsten hebben gesloten, krachtens welke deze zendingen niet als internationaal worden aangemerkt.

¹⁾ Onder station worden eveneens verstaan de voor het publiek voor de uitvoering van de vervoervereenkomst opgestelde havenkantoren van scheepvaartlijnen en kantoren van autodiensten.

§ 3. De zendingen tussen stations van twee aangrenzende Staten zijn onderworpen, indien de lijnen, over welke het vervoer plaats vindt, uitsluitend worden geëxploiteerd door spoorwegen van één van deze Staten, aan het recht van deze Staat, wanneer de afzender door de keuze van het vrachtbriefformulier aanspraak maakt op toepassing van de binnenlandse reglementaire bepalingen van deze spoorwegen en wanneer de wetten en reglementen van geen der beide Staten zich daartegen verzetten.

Artikel 2

Bepalingen betreffende gecombineerd vervoer

§ 1. Behalve spoorwegen kunnen op de in artikel 1 genoemde lijst ook worden ingeschreven geregelde autodiensten of scheepvaartlijnen, die aansluiting geven op spoorwegtrajecten en die het internationale vervoer bewerkstelligen onder verantwoordelijkheid van een bij het Verdrag partij zijnde Staat of van een op de lijst ingeschreven spoorweg.

§ 2. De ondernemingen van deze diensten of lijnen zijn onderworpen aan alle verplichtingen en genieten alle rechten, die krachtens dit Verdrag voor de spoorwegen gelden, onder voorbehoud van de afwijkingen, die noodzakelijkerwijs voortvloeien uit de verschillen in de wijze van vervoer. Van de bepalingen van dit Verdrag betreffende de aansprakelijkheid mag evenwel niet worden afgeweken.

§ 3. Elke Staat, die een der in § 1 aangeduide diensten of lijnen op de lijst wil laten inschrijven, moet de nodige maatregelen nemen, opdat de in § 2 bedoelde afwijkingen op dezelfde wijze als de tarieven worden bekendgemaakt.

§ 4. Voor internationaal vervoer, waarbij zowel van spoorwegen als van andere dan de in § 1 omschreven diensten of lijnen gebruik wordt gemaakt, kunnen de spoorwegen gemeenschappelijk met de belanghebbende vervoerondernemingen tariefbepalingen opstellen, die een van dit Verdrag afwijkende rechtsregeling bevatten, teneinde rekening te houden met de bijzonderheden van elke wijze van vervoer. Zij kunnen in dit geval het gebruik van een ander vervoerdocument voorschrijven dan in dit Verdrag is voorzien.

Artikel 3

Van vervoer uitgesloten voorwerpen

Van het vervoer zijn, behoudens de in artikel 4, § 2, genoemde afwijkingen, uitgesloten:

- a) voorwerpen, waarvan het vervoer in een of meer van de te doorlopen Staten aan de posterijen is voorbehouden;
- b) voorwerpen, die zich door hun afmetingen, hun gewicht of hun geaardheid niet lenen voor het gevraagde vervoer in verband met de

inrichtingen of het materieel van een of meer van de bij het vervoer betrokken spoorwegen;

c) voorwerpen, waarvan het vervoer in een of meer van de te doorlopen Staten is verboden;

d) de krachtens Bijlage I van dit Verdrag van het vervoer uitgesloten stoffen en voorwerpen.

Artikel 4

Voorwaardelijk ten vervoer toegelaten goederen

§ 1. De hierna aangeduide voorwerpen worden onder de volgende voorwaarden ten vervoer toegelaten:

a) de in Bijlage I van dit Verdrag aangeduide stoffen en voorwerpen worden toegelaten onder de aldaar vastgestelde voorwaarden;

b) lijken worden onder de volgende voorwaarden toegelaten:

1° het vervoer moet als snelgoed geschieden onder toezicht van een begeleider, tenzij vervoer als vrachtgoed of vrijstelling van begeleiding op alle aan het vervoer deelnemende spoorwegen is toegestaan;

2° de kosten van het vervoer moeten bij vertrek worden betaald;

3° het vervoer is onderworpen aan de wetten en politievoorschriften van elke Staat, tenzij het tussen verschillende Staten door bijzondere verdragen is geregeld;

c) op eigen wielen rollend spoorwegmaterieel wordt toegelaten onder voorwaarde, dat een spoorweg zich ervan vergewist of het tot rijden in staat is en dit door een opschrift op het voertuig of door een afzonderlijke verklaring bevestigt; locomotieven, tenders en motorwagens moeten bovendien worden begeleid door een door de afzender aangewezen deskundige, die in het bijzonder voor het smeren moet zorgen;

d) levende dieren worden onder de volgende voorwaarden toegelaten:

1° zendingen levende dieren moeten worden begeleid door een door de afzender aangewezen begeleider, tenzij het dieren van kleine gestalte betreft, die in goed gesloten kooien, kisten, manden, enz. ten vervoer worden aangeboden; begeleiding wordt evenwel niet vereist, wanneer in internationale tarieven of in tussen spoorwegen gesloten overeenkomsten uitzonderingen zijn opgenomen;

2° de afzender moet zich houden aan de voorschriften van de veeartsenijkundige dienst van de Staten van afzending, bestemming en doorvoer;

e) voorwerpen, waarvan het vervoer naar het oordeel van de spoorweg bijzondere moeilijkheden oplevert in verband met de inrichtingen of het materieel van een of meer van de bij het vervoer betrokken spoorwegen, worden slechts toegelaten onder voor elk ge-

val door de spoorweg vast te stellen bijzondere technische of exploitatievoorwaarden. Voor dergelijke zendingen kan de spoorweg bij het sluiten van de vervoerovereenkomst bijzondere leveringstermijnen vaststellen.

§ 2. Twee of meer bij het Verdrag partij zijnde Staten kunnen bij schikkingen overeenkomen, dat bepaalde door dit Verdrag van het vervoer uitgesloten voorwerpen onder bepaalde voorwaarden tot het internationale vervoer tussen deze Staten zullen worden toegelaten of dat de in Bijlage I aangeduide stoffen en voorwerpen zullen worden toegelaten onder minder strenge voorwaarden, dan die, welke in Bijlage I zijn opgenomen.

Wanneer krachtens dergelijke overeenkomsten stoffen en voorwerpen ten vervoer worden toegelaten, die daarvan door de voorschriften van Bijlage I zijn uitgesloten, moeten deze overeenkomsten ter kennis worden gebracht van het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg; dit Bureau plaatst de bepalingen van de overeenkomst, die betrekking hebben op deze toelating, op de agenda van de eerstvolgende zitting van de Commissie van deskundigen, tenzij deze bepalingen reeds door de Commissie onderzocht en verworpen zijn.

De spoorwegen kunnen ook door middel van bepalingen in hun tarieven bepaalde door dit Verdrag van het vervoer uitgesloten voorwerpen ten vervoer toelaten of minder strenge voorwaarden vaststellen dan die, welke in Bijlage I voor voorwaardelijk ten vervoer toegelaten stoffen en voorwerpen zijn opgenomen.

Artikel 5

Vervoerplicht van de spoorweg

§ 1. De spoorweg is, onder inachtneming van de bepalingen van dit Verdrag, verplicht alle vervoer van goederen te bewerkstelligen, mits:

- a) de afzender de voorschriften van dit Verdrag in acht neemt;
- b) het vervoer mogelijk is met de normale, aan de regelmatige behoeften van het verkeer beantwoordende middelen van vervoer;
- c) het vervoer niet wordt belemmerd door omstandigheden, die de spoorweg niet kan vermijden of waarvan het niet van hem afhangt deze te verhelpen.

§ 2. De spoorweg is slechts verplicht die voorwerpen aan te nemen, waarvan het laden, het overladen of het lossen het gebruik van bijzondere hulpmiddelen vereist, indien de stations, waar deze handelingen moeten worden verricht, over deze hulpmiddelen beschikken.

§ 3. De spoorweg is slechts verplicht zendingen aan te nemen, waarvan het vervoer zonder uitstel kan worden bewerkstelligd; de

op het station van afzending van kracht zijnde voorschriften bepalen in welke gevallen dit station verplicht is zendingen, die niet aan deze voorwaarde voldoen, tijdelijk in bewaring te nemen.

§ 4. De zendingen moeten worden verzonden in de volgorde van hun aanneming ten vervoer, behoudens het in § 5 voorziene geval.

§ 5. Indien het algemeen belang of dwingende redenen van exploitatie zulks vereisen, kan het bevoegde gezag beslissen, dat:

- a) de dienst geheel of gedeeltelijk zal worden gestaakt;
- b) bepaalde zendingen tijdelijk zullen worden uitgesloten of slechts onder bepaalde voorwaarden zullen worden toegelaten;
- c) bepaalde zendingen tijdelijk voorrang zullen hebben.

Deze maatregelen moeten onverwijld ter kennis worden gebracht van het publiek en van de spoorwegen; deze laatste moeten op hun beurt de spoorwegen van de andere Staten inlichten met het oog op bekendmaking hunnerzijds.

Indien het zich laat aanzien, dat deze maatregelen langer dan een maand van kracht zullen blijven, moet daarvan mededeling worden gedaan aan het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg, dat de andere Staten van deze maatregelen in kennis moet stellen.

§ 6. Elke inbreuk van de spoorweg op de bepalingen van dit artikel kan aanleiding geven tot een vordering tot vergoeding van de veroorzaakte schade.

TITEL II

DE VERVOEROVEREENKOMST

HOOFDSTUK I

Vorm en voorwaarden van de vervoerovereenkomst

Artikel 6

Inhoud en vorm van de vrachtbrief

§ 1. De afzender moet voor elke onder dit Verdrag vallende internationale zending een vrachtbrief aanbieden overeenkomstig het in Bijlage II van dit Verdrag opgenomen model.

Het formaat van het vrachtbriefformulier kan evenwel op grond van tariefbepalingen voor bepaalde soorten vervoer tussen aangrenzende landen worden verkleind.

De vrachtbriefformulieren moeten worden gedrukt op stevig, wit schrijfpapier; voor snelgoed moeten zij zijn voorzien van twee, ten minste een centimeter brede, rode randen, een aan de boven- en een aan de onderzijde, zowel aan de voor- als aan de achterzijde. Voor de duplicaat-vrachtbrief mag ook lichtblauw papier worden gebruikt.

§ 2. De internationale tarieven of de overeenkomsten tussen spoorwegen bepalen, in welke taal de vrachtbriefformulieren moeten worden gedrukt. Bij gebreke van tariefbepalingen of overeenkomsten moeten de formulieren worden gedrukt in een der officiële talen van de Staat van afzending; bovendien moeten zij een Franse, Duitse of Italiaanse tekst bevatten en mogen zij alle andere vertalingen bevatten, die nuttig worden geacht.

Het gedeelte, dat door de afzender moet worden ingevuld, moet in een der officiële talen van het land van vertrek worden opgesteld. Internationale tarieven of overeenkomsten tussen spoorwegen kunnen bepalen of, en zo ja, welke vertalingen moeten worden toegevoegd. Indien niets is bepaald, moet de afzender een vertaling in het Frans, Duits of Italiaans toevoegen, tenzij de aanduidingen reeds in een van deze drie talen zijn opgesteld.

De spoorweg kan eisen, dat de aanduidingen en verklaringen, die door de afzender op de vrachtbrief en de bijlagen moeten worden vermeld, in Latijnse letters worden aangebracht.

§ 3. De dik omlinjnde gedeelten van het formulier moeten door de spoorweg worden ingevuld, de overige door de afzender. De afzender moet de ongebruikte vakken doorhalen.

§ 4. De keuze van het witte of het roodgerande vrachtbriefformulier geeft aan of het goed als vrachtgoed of als snelgoed moet worden verzonden. Een verzoek tot vervoer als snelgoed op een gedeelte van het traject en tot vervoer als vrachtgoed op een ander gedeelte is niet geoorloofd, tenzij tussen alle belanghebbende spoorwegen anders is overeengekomen.

§ 5. De aanduidingen op de vrachtbrief moeten in onuitwisbare letters geschreven of gedrukt zijn. Het is niet geoorloofd in vrachtbrieven over een woord heen te schrijven, daarin te raderen of er stukken papier op te plakken. Doorhalingen worden toegelaten onder voorwaarde, dat de afzender ze met zijn handtekening goedkeurt en hij, wanneer het betreft aantal of gewicht der colli, de verbeterde hoeveelheden voluit in letterschrift vermeldt.

§ 6. De vrachtbrief moet de volgende aanduidingen bevatten:

- a) de plaats waar en de datum waarop de vrachtbrief is opgemaakt;
- b) de aanduiding van de spoorweg van afzending;
- c) de aanduiding van de spoorweg en van het station van bestemming met alle aanduidingen, die noodzakelijk zijn om te vermijden, dat verschillende stations van eenzelfde plaats of stations van plaatsen met dezelfde of bijna dezelfde naam met elkander worden verward;
- d) de naam en het adres van de geadresseerde. Als geadresseerde moet een enkele natuurlijke persoon of rechtspersoon worden aangeduid. Tenzij het toe te passen tarief zulks uitdrukkelijk toestaat,

is het niet geoorloofd het station van bestemming of een ambtenaar van dat station als geadresseerde aan te duiden. Adressen, waarin de naam van de geadresseerde niet voorkomt, zoals „aan order van” of „aan houder van de duplicaat-vrachtbrief”, zijn niet toegelaten;

e) de omschrijving van het goed, de aanduiding van het gewicht of, bij gebreke daarvan, een soortgelijke aanduiding, overeenkomstig de voorschriften van de spoorwet van afzending. Wanneer de wetten of reglementen van het land van vertrek de afzender toestaan zijn zendingen zonder vermelding van het gewicht of een daarvoor in de plaats tredende aanduiding ten vervoer aan te bieden, wordt het gewicht of die aanduiding door de spoorweg van afzending ingevuld.

De goederen moeten als volgt worden aangeduid: de goederen, die voorkomen in Bijlage I met de naam, waaronder zij in die Bijlage voorkomen; de overige goederen met de naam, waaronder zij in een bepaald tarief voorkomen, wanneer de afzender de toepassing van dit tarief vraagt; in alle overige gevallen met de in de Staat van vertrek gebruikelijke handelsbenaming, die beantwoordt aan hun aard.

Indien de ruimte, die op de vrachtbrief voor de omschrijving van de goederen is opengelaten, te klein is, moeten de goederen worden omschreven op zorgvuldig aan de vrachtbrief gehechte en door de afzender ondertekende bladen, die dezelfde afmeting moeten hebben als de vrachtbrief. Op de vrachtbrief moet naar deze bladen worden verwezen. Indien het totale gewicht van de zending wordt aangegeven, moet deze aanduiding op de vrachtbrief zelf worden ingevuld;

f) bij stukgoedzendingen: het aantal colli; hun merken en nummers of bij gebreke daarvan de aanduiding, dat deze colli zijn voorzien van het adres van de geadresseerde; de beschrijving van de verpakking. Dezelfde aanduidingen moeten voorkomen op vrachtbrieven betreffende een of meer onderdelen bevattende wagenladingen, die in spoor/zeeverkeer worden verzonden en die moeten worden overgeladen.

Bij zendingen, die door de afzender moeten worden geladen: het type (gesloten, open, bijzondere of particuliere wagen); het nummer; het eigendomsmerk en, bij wagens van particulieren, het eigen gewicht van de wagen;

g) de nauwkeurige opsomming van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste bescheiden, die bij de vrachtbrief zijn gevoegd of waarvan in de vrachtbrief is vermeld, dat zij ter beschikking zijn van de spoorweg op een bepaald station of op een kantoor van de douane of een andere overheidsinstantie;

h) de handtekening van de afzender alsmede de aanduiding van zijn naam en zijn adres, desgewenst aangevuld met zijn telegram- of telefoonadres. De handtekening mag gedrukt zijn of door het stempel van de afzender zijn vervangen, indien de op het station van afzending geldende wetten en reglementen zulks toestaan. Als afzender mag

op de vrachtbrief slechts een enkele natuurlijke persoon of rechtspersoon voorkomen.

§ 7. Bovendien moet de vrachtbrief zo nodig alle overige in dit Verdrag genoemde aanduidingen bevatten, met name de volgende:

a) de vermelding „station restante” of de aanduiding „bestellen”, mits een dergelijke wijze van aflevering op het station van bestemming is toegestaan;

b) de toe te passen tarieven, met name de speciale of uitzonderingstarieven, bedoeld in artikel 11, § 4, letter c), en in artikel 35;

c) het bedrag in cijfers en in letters van het overeenkomstig artikel 20 aangegeven belang bij de aflevering;

d) de kosten, die de afzender overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 voor zijn rekening neemt;

e) het bedrag in cijfers en in letters van het remboursement en het voorschot, overeenkomstig artikel 19;

f) de overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 1, voorgescreven vervoersweg en de aanduiding van de stations, waar de behandeling door de douane en andere overheidsinstanties moet plaats vinden;

g) de aanduidingen betreffende de door de douane of andere overheidsorganen vereiste formaliteiten, overeenkomstig artikel 15;

h) de vermelding dat de geadresseerde het recht heeft de vervoerovereenkomst te wijzigen; deze vermelding die in het vak „Verklaring voor de vervulling” moet worden geplaatst, moet als volgt zijn geformuleerd: „Geadresseerde gemachtigd nadere aanwijzingen te geven”.

§ 8. Het is niet geoorloofd op de vrachtbrief andere verklaringen te vermelden dan die, welke door de wetten of reglementen van een Staat of door de tarieven zijn voorgescreven of toegelaten en die niet in strijd zijn met dit Verdrag.

Het is verboden de vrachtbrief te vervangen door andere stukken of er andere dan de door dit Verdrag of door de tarieven voorgescreven of toegelaten documenten aan toe te voegen. Wanneer evenwel de op het station van afzending geldende wetten en reglementen dit voorschrijven, moet de afzender behalve de vrachtbrief nog een stuk opmaken, dat bestemd is om door de spoorweg te worden behouden, als bewijs van de vervoerovereenkomst.

§ 9. Voor elke zending moet een vrachtbrief worden opgemaakt. Met eenzelfde vrachtbrief mogen evenwel niet ten vervoer worden aangeboden:

a) goederen, die in verband met hun aard bezwaarlijk kunnen worden samengeladen;

b) goederen, die gedeeltelijk door de spoorweg en gedeeltelijk door de afzender moeten worden geladen;

c) goederen, waarvan de samenlading inbreuk zou maken op de voorschriften van de douane of andere overheidsinstanties;

d) voorwaardelijk ten vervoer toegelaten goederen, wanneer het stoffen en voorwerpen betreft, die krachtens Bijlage I van dit Verdrag niet met andere goederen mogen worden samengeladen.

§ 10. Eenzelfde vrachtbrief mag slechts betrekking hebben op de lading van een enkele wagen. Met eenzelfde vrachtbrief mogen evenwel ten vervoer worden aangeboden:

a) ondeelbare voorwerpen en voorwerpen van uitzonderlijke afmetingen, die op meer dan een wagen moeten worden geladen;

b) zendingen, geladen in meerdere wagens, wanneer bijzondere bepalingen voor het verkeer of internationale tarieven dit toestaan voor het gehele traject.

§ 11. De afzender mag onderaan op de achterzijde van de vrachtbrief op de zending betrekking hebbende mededelingen opnemen, maar dan slechts bij wijze van inlichting voor de geadresseerde en zonder dat hieruit voor de spoorweg enige verplichting of aansprakelijkheid voortvloeit, zoals bijvoorbeeld:

„Zending van N”;

„In opdracht van N”;

„Ter beschikking van N”;

„Ter doorzending aan N”;

„Verzekerd bij N”;

„Voor scheepvaartlijn N” of „voor schip N”;

„Afkomstig van scheepvaartlijn N” of „van schip N”;

„Voor autodienst N”;

„Afkomstig van autodienst N”;

„Voor luchtvaartlijn N”;

„Afkomstig van luchtvaartlijn N”;

„Voor uitvoer naar N”.

Artikel 7

Aansprakelijkheid voor de aanduidingen op de vrachtbrief. Boeten. Maatregelen bij overbelasting

§ 1. De afzender is aansprakelijk voor de juistheid van de aanduidingen en verklaringen, die door zijn zorgen op de vrachtbrief zijn vermeld; hij draagt alle gevolgen, die voortvloeien uit het feit, dat deze verklaringen of aanduidingen onjuist, onnauwkeurig of onvolledig zijn dan wel op een andere dan de daarvoor bestemde plaats zijn vermeld; indien deze plaats te klein is, moet een aldaar door de afzender aangebrachte vermelding verwijzen naar de plaats op de vrachtbrief, waar de rest van de vermelding staat.

§ 2. De spoorweg heeft steeds het recht te onderzoeken of de zending beantwoordt aan de aanduidingen op de vrachtbrief en of de in Bijlage I voorgeschreven veiligheidsmaatregelen in acht zijn genomen.

Indien een zending op haar inhoud wordt onderzocht, moet de afzender of de geadresseerde worden uitgenodigd daarbij aanwezig te zijn, naargelang het onderzoek plaats heeft op het station van afzending of het station van bestemming. Indien de belanghebbende niet verschijnt of indien het onderzoek onderweg plaats heeft, moet het onderzoek worden verricht in tegenwoordigheid van twee niet tot de spoorweg behorende getuigen, tenzij er andere wettelijke of reglementaire voorschriften gelden in de Staat, waar het onderzoek plaats vindt. De spoorweg mag evenwel onderweg slechts tot onderzoek van de inhoud overgaan, indien dit voor de uitvoerende dienst noodzakelijk is, of de douane of andere overheidsinstanties dit vereisen.

Indien het resultaat van het onderzoek afwijkt van de aanduidingen op de vrachtbrief, moet dit daarop worden vermeld. Indien het onderzoek plaats heeft op het station van afzending, moet deze vermelding eveneens op de duplicaat-vrachtbrief worden geplaatst, wanneer deze in handen van de spoorweg is. Indien de zending niet beantwoordt aan de aanduidingen op de vrachtbrief, komen de door het onderzoek veroorzaakte kosten ten laste van het goed, tenzij zij ter plaatse zijn voldaan.

§ 3. De wetten en reglementen van elke Staat bepalen onder welke voorwaarden de spoorweg het recht heeft of verplicht is het gewicht van het goed of het aantal colli, alsmede het werkelijke eigen gewicht van de wagens vast te stellen of te controleren.

De spoorweg is verplicht op de vrachtbrief het resultaat te vermelden van zijn bevindingen ten aanzien van het gewicht, het aantal colli, alsmede ten aanzien van het werkelijke eigen gewicht van de wagens.

§ 4. Bij weging op een weegbrug wordt het gewicht bepaald door van het totale gewicht van de beladen wagen het op de wagen vermelde eigen gewicht af te trekken, tenzij door afzonderlijke weging van de ledige wagen een ander eigen gewicht komt vast te staan.

§ 5. Indien een door de spoorweg na sluiting van de vervoerovereenkomst verrichte weging een gewichtsverschil te zien geeft, blijft het door het station van afzending vastgestelde gewicht of, bij gebreke daarvan, het door de afzender aangegeven gewicht in de volgende gevallen beslissend voor de vrachtberekening:

a) indien het verschil kennelijk is te wijten aan de aard van het goed of aan atmosferische invloeden;

b) indien de weging door de spoorweg na sluiting van de vervoerovereenkomst op een weegbrug is verricht en een gewichtsverschil te zien geeft, dat niet meer dan twee procent bedraagt van het door het

station van afzending vastgestelde gewicht of, bij gebreke daarvan, van het door de afzender aangegeven gewicht.

§ 6. Onverminderd de betaling van het verschil in vracht en van een vergoeding voor eventuele schade, kan de spoorweg een boete heffen in de gevallen en onder de voorwaarden, die hierna zijn bepaald:

a) bij een onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige aanduiding van krachtens Bijlage I van het vervoer uitgesloten goederen bedraagt de boete drie frank per kilogram bruto van het gehele collo;

b) bij een onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige aanduiding van krachtens Bijlage I voorwaardelijk ten vervoer toegelaten stoffen en voorwerpen of bij niet-inachtneming van de in die Bijlage voorgeschreven veiligheidsmaatregelen bedraagt de boete twee frank per kilogram bruto van het gehele collo; .

c) bij een aanduiding, die op een onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige wijze de aard van een zending omschrijft, die andere dan de onder a) en b) van deze paragraaf bedoelde goederen bevat, of in het algemeen bij een aanduiding, die op een of andere manier de zending onder een lager tarief zou kunnen doen vallen dan het feitelijk van toepassing zijnde tarief, is de boete gelijk aan het dubbele van het verschil tussen de vracht van het punt van vertrek tot het punt van bestemming, die op grond van de onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige aanduiding zou zijn berekend, en de vracht, die had moeten worden geïnd, indien de aanduiding juist, nauwkeurig en volledig was geweest.

Wanneer een zending is samengesteld uit goederen, die volgens verschillende prijzen worden bevracht en het gewicht van elke goederensoort zonder bezwaar kan worden vastgesteld, wordt de boete berekend volgens de vrachtprijs, die voor elke goederensoort afzonderlijk geldt, indien deze wijze van vrachtberekening een lagere boete oplevert;

d) bij aangifte van een lager gewicht dan het werkelijke, is de boete gelijk aan het dubbele van het verschil tussen de vracht voor het aangegeven gewicht en die voor het vastgestelde gewicht berekend van het station van afzending tot het station van bestemming;

e) bij overbelasting van een door de afzender geladen wagen bedraagt de boete het zesvoudige van de vracht berekend tussen het station van afzending en het station van bestemming voor het gewicht, waarmede het maximum-draagvermogen is overschreden. Er is sprake van overbelasting, wanneer de belading van een wagen het op de navolgende wijze bepaalde maximum-draagvermogen overschrijdt:

Wanneer op een wagen slechts één opschrift voorkomt betreffende het gewicht, dat in de wagen kan worden geladen, wordt dit geacht het normale draagvermogen aan te geven; het maximum-draagver-

mogen is dan gelijk aan het normale draagvermogen, verhoogd met vijf procent.

Wanneer op een wagen twee opschriften voorkomen, bepaalt het opschrift, dat het laagste gewicht aangeeft, het normale draagvermogen; het opschrift, dat het hoogste gewicht aangeeft, bepaalt het maximum-draagvermogen;

f) indien er bij eenzelfde wagen sprake is van aangifte van een lager gewicht dan het werkelijke en van overbelasting, worden de boeten voor deze beide overtredingen naast elkander geheven.

§ 7. De volgens § 6 te heffen boete komt ten laste van het vervoerde goed, onverschillig de plaats waar de bezwarende feiten zijn vastgesteld.

§ 8. Het bedrag van de boeten en de reden van hun heffing moeten op de vrachtbrief worden vermeld.

§ 9. De boete is niet verschuldigd:

a) bij onnauwkeurige aangifte van het gewicht, wanneer de spoorweg volgens de op het station van afzending geldende voorschriften tot weging verplicht is;

b) bij onnauwkeurige aangifte van het gewicht of bij overbelasting, indien de afzender op de vrachtbrief weging door de spoorweg heeft verzocht;

c) bij een tijdens het vervoer door weersinvloeden veroorzaakte overbelasting, indien wordt bewezen, dat de belading van de wagen heeft plaats gevonden overeenkomstig de op het station van afzending geldende voorschriften;

d) bij toeneming van het gewicht tijdens het vervoer, zonder dat er sprake is van overbelasting, indien wordt bewezen, dat deze toeneming is te wijten aan weersinvloeden;

e) bij onnauwkeurige aangifte van het gewicht zonder dat er sprake is van overbelasting, wanneer het verschil tussen het op de vrachtbrief aangegeven gewicht en het vastgestelde gewicht niet meer bedraagt dan 2 procent van het aangegeven gewicht.

§ 10. Wanneer de overbelasting van een wagen wordt vastgesteld door het station van afzending of door een onderwegstation, kan het te veel geladene uit de wagen worden verwijderd, ook al is er geen aanleiding tot het heffen van een boete. De afzender wordt zo nodig onverwijld verzocht te laten weten, hoe hij over het te veel geladene wenst te beschikken.

Evenwel moet de geadresseerde, die krachtens artikel 22 de vervoerovereenkomst heeft gewijzigd, worden gewaarschuwd en moet hem worden verzocht aanwijzingen te geven betreffende het te veel geladene.

Het te veel geladene wordt voor het reeds afgelegde traject bevracht volgens de op de hoofdlading toegepaste vrachtprijs, zo nodig onder toepassing van de in § 6 genoemde boete; bij lossing worden de hieraan verbonden kosten geïnd volgens het tarief der bijkomende kosten van de spoorweg, die de lossing verricht.

Indien de rechthebbende voorschrijft het te veel geladene te zenden naar het station van bestemming van de hoofdlading, naar een ander station van bestemming of naar het station van afzending, wordt het te veel geladene als een afzonderlijke zending behandeld.

Artikel 8

Sluiting van de vervoerovereenkomst. Duplicaat-vrachtbrief

§ 1. De vervoerovereenkomst is gesloten, zodra de spoorweg van afzending het goed met de vrachtbrief ten vervoer heeft aangenomen. De aanneming wordt vastgesteld door het afdrukken op de vrachtbrief van een stempel van het station van afzending, die de datum van aanneming aangeeft.

§ 2. Het afdrukken van de stempel moet geschieden onmiddellijk nadat de zending, waarop de vrachtbrief betrekking heeft, in haar geheel is aangebracht en de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt, zijn betaald. Deze afstempeling moet plaats hebben in aanwezigheid van de afzender, indien hij dit verzoekt.

§ 3. Na de afstempeling dient de vrachtbrief als bewijs van de vervoerovereenkomst.

§ 4. Ten aanzien van de goederen, die krachtens de tariefvoorschriften of krachtens met de afzender getroffen overeenkomsten, wanneer dergelijke overeenkomsten op het station van afzending zijn toegelaten, door de afzender worden geladen, kunnen de aanduidingen op de vrachtbrief betreffende het gewicht of het aantal colli evenwel niet als bewijs tegen de spoorweg dienen, tenzij de spoorweg het gewicht of het aantal colli heeft gecontroleerd en dit op de vrachtbrief heeft aangetekend.

§ 5. Tegelijk met de vrachtbrief moet de afzender de duplicaat-vrachtbrief, overeenkomstig het model van Bijlage II van dit Verdrag, aan de spoorweg aanbieden.

De spoorweg is verplicht de ontvangst van het goed en de datum van aanneming ten vervoer door het afdrukken van de datumstempel op de duplicaat-vrachtbrief te bevestigen.

Deze duplicaat-vrachtbrief heeft niet de waarde van de vrachtbrief, die de zending vergezelt, noch de waarde van een cognossement.

Artikel 9

Tarieven. Verbod van bijzondere overeenkomsten

§ 1. De vracht en de bijkomende kosten worden berekend overeenkomstig de in elke Staat wettelijk van kracht zijnde en behoorlijk

bekendgemaakte tarieven, die gelden op het tijdstip van de sluiting der vervoerovereenkomst, zelfs indien de vracht op verschillende gedeelten van het traject afzonderlijk wordt berekend.

Bekendmaking van internationale tarieven is evenwel slechts verplicht in de Staten, waarvan de spoorwegen aan die tarieven als vertrek- en aankomstspoorweg deelnemen.

Verhogingen van internationale tarieven en andere bepalingen, die verzwarende van de in deze tarieven opgenomen voorwaarden voor het vervoer tengevolge hebben, treden niet eerder dan 15 dagen na hun bekendmaking in werking, met dien verstande, dat:

a) indien een internationaal tarief voorziet in de uitbreiding van een binnentarif over het gehele traject de publicatietermijnen van dit binnentarif van toepassing zijn;

b) verhogingen van de prijzen van een internationaal tarief, volgen op een algemene verhoging van de prijzen der binnentarieven van een deelnemende spoorweg, daags na hun bekendmaking in werking treden, onder voorwaarde, dat de aanpassing van de prijzen van het internationale tarief, die deze verhoging met zich brengt, ten minste 15 dagen van te voren is aangekondigd. Deze aankondiging mag evenwel niet vroeger geschieden dan de datum van bekendmaking der verhoging van de prijzen der desbetreffende binnentarieven.

De tarieven moeten alle voor de berekening van de vracht en de bijkomende kosten noodzakelijke gegevens bevatten en zo nodig nauwkeurig aangeven onder welke voorwaarden met de wisselkoers rekening zal worden gehouden.

§ 2. De tarieven moeten alle bijzondere aan de verschillende soorten vervoer verbonden voorwaarden kenbaar maken en met name aangeven of zij voor vrachtgoed dan wel voor snelgoed gelden. Indien een spoorweg voor alle of voor bepaalde goederen, of voor bepaalde trajecten een tarief heeft dat alleen voor vrachtgoed of alleen voor snelgoed geldt, mag dit tarief zowel worden toegepast op zendingen met een witte vrachtbrief als op zendingen met een roodgerande vrachtbrief; daarbij gelden de leveringstermijnen, die bij elk van die vrachtbrieven uit de bepalingen van artikel 6, § 4, en artikel 11 voortvloeien.

De voorwaarden van de tarieven zijn geldig, mits zij niet in strijd zijn met dit Verdrag; anders worden zij als nietig en als niet bestaand beschouwd.

De toepassing van een internationaal tarief kan afhankelijk worden gesteld van een uitdrukkelijk desbetreffend verzoek op de vrachtbrief.

§ 3. De tarieven moeten voor alle belanghebbenden op gelijkvormige wijze worden toegepast.

Elke bijzondere overeenkomst, die het verlenen van een korting op de prijzen van de tarieven tot gevolg heeft, is uitdrukkelijk verboden en van rechtswege nietig.

Evenwel zijn kortingen op prijzen, die behoorlijk zijn bekendgemaakt en voor iedereen onder dezelfde voorwaarden gelijkelijk gelden, toegelaten, evenals kortingen, die worden verleend voor de spoorwegdienst, voor overheidsdiensten of voor liefdadige doeleinden.

§ 4. Ten bate van de spoorwegen worden boven de in de tarieven aangegeven vracht en bijkomende kosten geen andere bedragen in rekening gebracht dan de door hen gedane uitgaven, zoals belastingen, douane- en politierechten, niet in het tarief aangegeven kosten voor het vervoer over de weg van het ene station naar het andere, kosten van voor het behoud der goederen noodzakelijke herstellingen aan de uitwendige of inwendige verpakking en overige soortgelijke uitgaven. Deze uitgaven moeten behoorlijk worden vastgesteld en afzonderlijk worden verrekend op de vrachtbrief; de bewijsstukken moeten worden bijgevoegd. Wanneer de betaling van deze uitgaven ten laste van de afzender komt, worden de bewijsstukken niet met de vrachtbrief aan de geadresseerde afgeleverd, maar worden zij met de nota van onkosten aan de afzender ter hand gesteld, zoals in artikel 17 is voorgeschreven.

Artikel 10

Routes en toe te passen tarieven

§ 1. De afzender kan op de vrachtbrief de te volgen route voorschrijven. Hij mag deze slechts door grenspunten en eventueel door overgangsstations tussen spoorwegen aangeven.

§ 2. Met een routevoorschrift worden gelijkgesteld:

a) de aanduiding van de stations, waar de door de douane en andere overheidsinstallaties vereiste formaliteiten moeten worden vervuld, alsmede van de stations, waar bijzondere zorg aan de zending moet worden besteed (verzorging van dieren, bij-ijzen, enz.);

b) de aanduiding van de toe te passen tarieven, voor zover deze voldoende is om de stations vast te stellen, tussen welke de verlangde tarieven moeten worden toegepast;

c) de aanduiding van de gehele of gedeeltelijke betaling van de kosten tot X (X moet met name het punt aanduiden, waar de tarieven van aangrenzende landen op elkander aansluiten).

§ 3. De spoorweg mag, behalve in de gevallen van artikel 5, § 5, en artikel 24, § 1, het vervoer slechts over een andere dan de door de afzender voorgeschreven route doen geschieden onder de dubbele voorwaarde:

a) dat de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten, alsmede de bijzondere zorg, die aan de zending moet worden besteed (verzorging van dieren, bij-ijzen, enz.), altijd op de door de afzender aangeduide stations plaats vindt;

b) dat de zending met geen hogere kosten zal worden belast en daarop geen langere leveringstermijn zal worden toegepast dan de kosten en de termijn berekend over de door de afzender voorgeschreven route.

§ 4. Behoudens de bepalingen van § 3 moeten de kosten en de leveringstermijnen steeds over de door de afzender voorgeschreven route worden berekend of, bij gebreke daarvan, over de route, die de spoorweg heeft gekozen.

§ 5. De afzender kan op de vrachtbrief de toe te passen tarieven voorschrijven.

§ 6. Indien de aanduidingen van de afzender niet voldoende zijn om de route of de toe te passen tarieven vast te stellen of indien sommige van deze aanduidingen met elkander in strijd zijn, moet de spoorweg de route of de tarieven kiezen, die hij voor de afzender het voordeligst acht.

De spoorweg is slechts bij opzet of grove schuld aansprakelijk voor de schade, die het gevolg is van deze keuze.

§ 7. Indien er tussen het station van afzending en het station van bestemming een internationaal tarief bestaat en indien, bij gebreke van voldoende aanduidingen van de afzender, de spoorweg dit tarief heeft toegepast, moet deze aan de rechthebbende op diens verzoek het eventuele verschil tussen de aldus berekende vracht en die, welke door aanstoting van andere tarieven op hetzelfde traject zou zijn verkregen, terugbetalen, voor zover dit bedrag tien frank per vrachtbrief te boven gaat.

Artikel 11

Leveringstermijnen

§ 1. De leveringstermijnen worden vastgesteld door de reglementen, die van kracht zijn tussen de aan het vervoer deelnemende spoorwegen of door de internationale tarieven, die van toepassing zijn van het station van afzending tot het station van bestemming. De aldus vastgestelde termijnen mogen niet langer zijn dan die, welke voortvloeien uit de bepalingen van de volgende paragrafen.

§ 2. Bij gebreke van vaststelling van de leveringstermijnen in de reglementen of internationale tarieven zoals in § 1 is bedoeld en onder voorbehoud van de hierna volgende paragrafen, zijn de leveringstermijnen als volgt:

a) voor snelgoed:

1° termijn voor verzending	12 uren;
2° termijn voor het vervoer, per 300 tariefkilometers of gedeelte daarvan	24 uren;

b) voor vrachtgoed:

1° termijn voor verzending	24 uren;
2° termijn voor het vervoer, per 200 tariefkilometers of gedeelte daarvan	24 uren.

§ 3. De termijn voor het vervoer wordt berekend volgens de totale afstand tussen het station van afzending en het station van bestemming; de termijn voor verzending wordt slechts een keer berekend, ongeacht het aantal spoorwegnetten, waarover het vervoer plaats vindt.

§ 4. De wetten en reglementen van elke Staat bepalen in hoeverre de spoorwegen bevoegd zijn in de volgende gevallen aanvullende termijnen vast te stellen:

a) voor zendingen ten vervoer aangeboden of af te leveren buiten de stations;

b) voor zendingen, die worden vervoerd:

over zee of over binnenwateren door middel van veerponten of boten,

over een route zonder spoorlijn,

over bepaalde verbindingsbanen, die twee lijnen van eenzelfde of verschillende spoorwegnetten verbinden,

over een locaalspoorweg,

over een lijn met een andere dan de normale spoorwijdte;

c) voor zendingen, die zijn bevracht volgens binnenlandse speciale en uitzonderingstarieven tegen verlaagde prijzen;

d) wanneer zich buitengewone omstandigheden voordoen, die een ongewone toeneming van het verkeer of ongewone exploitatiemoeilijkheden tot gevolg hebben.

§ 5. De aanvullende termijnen, genoemd in § 4, letters *a)*, *b)* en *c)*, moeten in de tarieven voorkomen.

De aanvullende termijnen, genoemd in § 4, letter *d)*, moeten worden bekendgemaakt en kunnen vóór hun bekendmaking niet in werking treden.

§ 6. De leveringstermijn begint te lopen des middernachts na de in artikel 8, § 1, genoemde aanneming ten vervoer van het goed. Voor zendingen snelgoed begint de termijn evenwel 24 uren later te lopen, wanneer de dag, die op de aanneming ten vervoer volgt een Zondag of een wettelijk erkende feestdag is en wanneer het station van afzending die Zon- of feestdag niet is geopend voor zendingen snelgoed.

§ 7. De leveringstermijn loopt niet door:

a) voor alle zendingen gedurende het oponthoud, dat, behoudens schuld van de spoorweg, veroorzaakt wordt door:

1° het onderzoek overeenkomstig artikel 7, §§ 2 en 3, waardoor verschillen met de aanduidingen op de vrachtbrief aan het licht komen;

2° het vervullen van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten;

3° de wijziging van de vervoerovereenkomst, waartoe krachtens artikel 21 of artikel 22 opdracht is gegeven;

4° de bijzondere zorg, die aan de zending moet worden besteed (verzorging van dieren, bij-ijzen, enz.);

5° elke onderbreking van het verkeer, die het begin of de voortzetting van het vervoer tijdelijk belemmert;

b) voor zendingen vrachtgoed, op Zondagen en wettelijk erkende feestdagen;

c) voor zendingen snelgoed, op Zondagen en bepaalde wettelijk erkende feestdagen, wanneer in een Staat de wetten of reglementen voorschrijven, dat op deze Zon- en feestdagen het vervoer van snelgoed geheel of gedeeltelijk wordt onderbroken.

§ 8. Wanneer de leveringstermijn na het sluitingsuur van het station van bestemming zou verstrijken, wordt de afloop van deze termijn uitgesteld tot 2 uren na het tijdstip van de eerstvolgende openstelling van het station.

Bovendien wordt voor zendingen snelgoed, wanneer de laatste dag van de leveringstermijn een Zondag of een wettelijk erkende feestdag is en wanneer het station van bestemming die dag niet is geopend voor zendingen snelgoed, de afloop van de leveringstermijn uitgesteld tot de daarop volgende dag.

§ 9. De leveringstermijn is nagekomen, indien vóór zijn afloop:

a) van de aankomst van het goed is kennisgegeven en dit ter beschikking van de geadresseerde wordt gehouden, wanneer het zendingen betreft, die op het station worden afgeleverd en waarvan een kennisgeving van aankomst moet worden gezonden;

b) het goed ter beschikking van de geadresseerde wordt gehouden, wanneer het zendingen betreft, die op het station worden afgeleverd en waarvan geen kennisgeving van aankomst behoeft te worden gezonden;

c) het goed ter beschikking van de geadresseerde is gesteld, wanneer het zendingen betreft, die buiten de stations worden afgeleverd.

Artikel 12

Toestand van het goed. Verpakking

§ 1. Wanneer de spoorweg een goed ten vervoer aanneemt, dat duidelijke tekenen van beschadiging vertoont, kan hij verlangen, dat

van de toestand van dat goed een bijzondere vermelding op de vrachtbrief wordt aangetekend.

§ 2. Wanneer de aard van het goed een verpakking vereist, moet de afzender het goed op zodanige wijze verpakken, dat het gevrijwaard is voor geheel of gedeeltelijk verlies en voor beschadiging tijdens het vervoer en dat het geen schade aan personen, materieel of andere goederen kan berokkenen.

Overigens moet de verpakking voldoen aan de voorschriften van de tarieven en reglementen van de spoorweg van afzending.

§ 3. Indien de afzender de voorschriften van § 2 niet in acht heeft genomen kan de spoorweg de zending weigeren of eisen, dat de afzender op de vrachtbrief het ontbreken van de verpakking of de gebrekkige toestand daarvan door een nauwkeurige beschrijving erkent.

§ 4. De afzender is aansprakelijk voor alle gevolgen van het ontbreken of de gebrekkige toestand van de verpakking. Hij is met name verplicht de schade te vergoeden, die de spoorweg uit dien hoofde mocht hebben geleden. Indien van het ontbreken of de gebrekkige toestand van de verpakking op de vrachtbrief geen melding is gemaakt, moet het bestaan van deze gebreken door de spoorweg worden bewezen.

§ 5. Wanneer een afzender gelijksoortige goederen, die een verpakking behoeven, van hetzelfde station pleegt te verzenden en deze onverpakt of met eenzelfde gebrekkige verpakking ten vervoer pleegt aan te bieden, kan hij van de naleving van de voorschriften van § 3 voor elke zending afzonderlijk worden vrijgesteld, door op dit station een algemene verklaring overeenkomstig het model van Bijlage III van dit Verdrag te deponeren. In dit geval moet op de vrachtbrief naar de op het station van afzending afgegeven algemene verklaring worden verwezen.

§ 6. Behoudens in de tarieven gemaakte uitzonderingen is de afzender verplicht bij stukgoedzendingen op elk collo:

a) merken en nummers of, bij gebreke daarvan, het adres van de geadresseerde;

b) het station van bestemming,

duidelijk en onuitwisbaar aan te geven, zodat geen verwisseling mogelijk is en volkomen overeenstemming bestaat met de op de vrachtbrief voorkomende aanduidingen.

Indien het op de spoorweg van afzending van toepassing zijnde reglement dit bepaalt, moeten de naam en het adres van de geadresseerde worden vermeld en wel zichtbaar of onder het omgevouwen gedeelte van het etiket, dat slechts mag worden geopend, indien de vrachtbrief ontbreekt.

De aanduidingen onder *a*) en *b*) moeten ook voorkomen op elk onderdeel van wagenladingen, die in spoor/zeeverkeer zijn verzonden en moeten worden overgeladen.

Oude opschriften of etiketten moeten ongeldig worden gemaakt of door de afzender worden verwijderd.

§ 7. Behoudens in de tarieven uitdrukkelijk gemaakte uitzonderingen, mogen licht-breekbare voorwerpen (zoals glaswerk, porselein, aardewerk), voorwerpen, die in de wagen verstrooid zouden kunnen geraken (zoals noten, fruit, veevoeder, stenen), alsmede goederen, die andere colli zouden kunnen verontreinigen of beschadigen (zoals kolen, kalk, as, gewone aardsoorten, verfaarde) slechts als wagenlading worden verzonden, tenzij deze goederen zodanig zijn verpakt of samengebonden, dat zij niet kunnen breken, verloren gaan of andere zendingen verontreinigen of beschadigen.

Artikel 13

Verstrekking van bescheiden voor de vervulling van de door douane- en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten.
Douaneversluiting

§ 1. De afzender is verplicht bij de vrachtbrief de bescheiden te voegen, die nodig zijn voor de formaliteiten, die vóór de aflevering van het goed aan de geadresseerde bij de douane en andere overheidsinstanties moeten worden vervuld. Deze bescheiden mogen uitsluitend betrekking hebben op goederen, die het onderwerp van eenzelfde vrachtbrief uitmaken, tenzij ambtelijke voorschriften of de tarieven anders bepalen.

Wanneer deze bescheiden niet bij de vrachtbrief kunnen worden gevoegd, moet de afzender deze tijdig doen toekomen aan het kantoor van het station, van de douane of elke andere instantie, waar de formaliteiten moeten worden vervuld; de vrachtbrief moet het kantoor vermelden, waar deze bescheiden ter beschikking van de spoorweg zullen worden gehouden.

§ 2. De spoorweg is niet verplicht te onderzoeken of de bijgevoegde bescheiden volledig en juist zijn.

De afzender is tegenover de spoorweg aansprakelijk voor elke schade, die uit het ontbreken, de onvolledigheid of de onjuistheid van die bescheiden zou kunnen voortvloeien, tenzij de spoorweg schuld heeft.

De spoorweg is op dezelfde wijze als een commissionair aansprakelijk voor de gevolgen van het verlies of het niet of onjuist gebruiken van de op de vrachtbrief vermelde bescheiden, die bij dat document zijn gevoegd of bij hem zijn gedeponereerd; de door hem te betalen schadevergoeding kan evenwel nimmer hoger zijn dan die, welke bij verlies van het goed verschuldigd zou zijn.

§ 3. De afzender is verplicht de douanevoorschriften betreffende de verpakking en de bescherming met dekkleden van de goederen na te leven. De spoorweg kan zendingen, waarvan de douaneversluiting beschadigd of gebrekkig is, weigeren.

Indien de afzender de goederen niet overeenkomstig de douanevoorschriften heeft verpakt of met dekkleden beschermd, heeft de spoorweg het recht hierin te voorzien. De kosten komen ten laste van het goed.

HOOFDSTUK II

Uitvoering van de vervoerovereenkomst

Artikel 14

Aanbieding ten vervoer en laden van de goederen

§ 1. De wijze, waarop de aanbieding ten vervoer geschiedt, wordt door de op het station van afzending van kracht zijnde wetten en reglementen bepaald.

§ 2. De op het station van afzending van kracht zijnde voorschriften bepalen of de goederen door de spoorweg of door de afzender worden geladen, tenzij dit Verdrag hieromtrent andere bepalingen bevat of de vrachtbrief melding maakt van een tussen de afzender en de spoorweg gesloten bijzondere overeenkomst.

§ 3. De goederen moeten worden vervoerd in gesloten, in open, in bijzonder ingerichte wagens of in open wagens met dekkleden, overeenkomstig de voorschriften van de internationale tarieven, tenzij dit Verdrag te dien aanzien andere voorschriften bevat. Indien geen internationale tarieven bestaan of indien zij ter zake geen bepalingen bevatten, zijn de op het station van afzending van kracht zijnde voorschriften op het gehele traject van toepassing.

Artikel 15

Door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten

§ 1. Onderweg worden de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten door de spoorweg vervuld. Het staat de spoorweg vrij deze taak onder eigen verantwoordelijkheid aan een gevolmachtigde toe te vertrouwen of zich zelf daarmede te belasten. In beide gevallen neemt de spoorweg de verplichtingen van een commissionnair op zich.

Evenwel kan de afzender door een vermelding op de vrachtbrief, of de geadresseerde die op grond van artikel 22, § 1, letter *d*), een nadere aanwijzing geeft, verzoeken zelf de in de voorgaande alinea bedoelde handelingen bij te wonen of zich daarbij te doen vertegenwoordigen door een aangewezen gevolmachtigde, ten einde alle inlichtingen te verstrekken en ter zake dienende opmerkingen te maken en, voor zover de wetten en reglementen zulks toelaten, over te gaan tot betaling van douanerechten en andere kosten. De afzender noch

de geadresseerde noch hun gevolmachtigde heeft het recht het goed in bezit te nemen of de handelingen zelf te verrichten.

Indien de afzender voor de vervulling van de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten een station heeft aangewezen, waar op grond van de van kracht zijnde voorschriften de vervulling van die formaliteiten niet kan plaats vinden, of indien hij voor deze verrichtingen een andere onuitvoerbare wijze van handelen heeft voorgeschreven, handelt de spoorweg op de wijze, die hij voor de belangen van de rechthebbende het gunstigste acht en stelt de afzender van de getroffen maatregelen in kennis.

Indien de afzender op de vrachtbrief de vermelding „franco douane” heeft opgenomen, heeft de spoorweg het recht de douaneformaliteiten naar eigen keuze onderweg of op het station van bestemming te vervullen.

§ 2. Behoudens de in de laatste alinea van § 1 genoemde uitzondering heeft de geadresseerde het recht op het station van bestemming, waar een douanekantoor is gevestigd, de douaneformaliteiten zelf te vervullen, indien de vrachtbrief de vrijmaking bij aankomst voorschrijft of indien bij het ontbreken van dit voorschrift het goed onder douaneversluiting aankomt. Indien hij van dit recht gebruik maakt, moet hij vooraf de op de zending drukkende kosten voldoen.

De spoorweg kan handelen zoals in § 1 is aangegeven, indien de geadresseerde de vrachtbrief niet in ontvangst heeft genomen binnen een door de op het station van bestemming van kracht zijnde reglementen bepaalde termijn.

Artikel 16

Aflevering

§ 1. De spoorweg is verplicht de vrachtbrief en het goed op het station van bestemming aan de geadresseerde tegen kwijting af te leveren.

De aanneming van de vrachtbrief verplicht de geadresseerde het te zijnen laste gebrachte bedrag der schuldvordering aan de spoorweg te betalen.

§ 2. De op het station van bestemming van kracht zijnde wetten en reglementen bepalen of de spoorweg het recht of de verplichting heeft het goed bij de geadresseerde te bestellen. De wijze van aflevering wordt door dezelfde wetten en reglementen bepaald. Indien de spoorweg het goed bestelt of doet bestellen, wordt de aflevering geacht eerst op het tijdstip van deze bestelling te hebben plaats gevonden.

§ 3. Na aankomst van het goed op het station van bestemming heeft de geadresseerde het recht de spoorweg te verzoeken hem de vrachtbrief ter hand te stellen en hem het goed af te leveren. Indien het verlies van het goed is vastgesteld of indien het goed niet vóór

afloop van de in artikel 30, § 1, genoemde termijn is aangekomen, kan de geadresseerde op eigen naam de uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende rechten tegenover de spoorweg doen gelden, mits hij vooraf de hem door die overeenkomst opgelegde verplichtingen nakomt.

§ 4. De rechthebbende kan de aanneming van het goed weigeren, zelfs na inontvangstneming van de vrachtbrief en betaling van de kosten, zolang niet is overgegaan tot het door hem verlangde onderzoek, ten einde een volgens zijn beweringen bestaande beschadiging vast te stellen.

Het eventueel bij de aflevering van het goed gemaakte voorbehoud blijft zonder gevolg, indien dit niet door de spoorweg is aanvaard.

Artikel 17

Betaling van de kosten

§ 1. De kosten (vracht, bijkomende kosten, douanerechten en andere kosten, die ontstaan vanaf de aanneming ten vervoer tot aan de aflevering) worden overeenkomstig de navolgende bepalingen door de afzender of door de geadresseerde betaald.

Voor de toepassing van deze bepalingen worden als vracht beschouwd de rechten, die volgens het toe te passen tarief bij de berekening van de vracht moeten worden opgeteld bij de prijzen van de normale of uitzonderingstarieven.

§ 2. De afzender, die de kosten geheel of gedeeltelijk voor zijn rekening neemt, moet dit op de desbetreffende plaats op de vrachtbrief vermelden door de aanduiding:

a) „franco alle kosten”, indien hij alle kosten (vracht, bijkomende kosten, douanerechten en andere kosten) voor zijn rekening neemt;

b) „franco”, indien hij voor zijn rekening neemt de gehele vracht, alsmede alle bijkomende kosten, die volgens de reglementen en de binnentarieven van het land van afzending of eventueel volgens het toegepaste internationale tarief door het station van afzending op het tijdstip van de aanbieding ten vervoer in rekening kunnen worden gebracht;

c) „franco met inbegrip van”, indien hij behalve de onder *b*) genoemde nog andere kosten voor zijn rekening neemt; hij moet deze kosten nauwkeurig aanduiden;

d) „franco vracht”, indien hij uitsluitend de vracht voor zijn rekening neemt;

e) „franco douane”, indien hij alle bedragen voor zijn rekening neemt, die de douane van de spoorweg int, alsmede de bijkomende en andere kosten, die de spoorweg voor het vrijmaken int;

f) één van de hiervóór genoemde aanduidingen, aangevuld met de woorden: „..... tot X” (X geeft met name het punt aan,

waar de tarieven van aangrenzende landen op elkander aansluiten), indien hij de gehele of de gedeeltelijke kosten tot X voor zijn rekening neemt, echter met uitsluiting van alle kosten, die betrekking hebben op het alsdan volgende land of de alsdan volgende spoorweg;

g) „franco voor”, indien hij een bepaald bedrag voor zijn rekening neemt. Dit bedrag moet voluit in letterschrift worden aangegeven; het moet worden uitgedrukt in de munteenheid van het land van afzending, tenzij de tarieven het tegendeel bepalen.

De afzender kan op de vrachtbrief gelijktijdig verschillende van de hiervoór genoemde aanduidingen vermelden, mits deze niet met elkander in strijd zijn.

§ 3. Het vermelden van andere dan de in § 2 genoemde aanduidingen is niet geoorloofd.

§ 4. Internationale tarieven kunnen ter zake van de betaling van de kosten speciale voorwaarden bevatten.

§ 5. Kosten, die de afzender niet voor zijn rekening heeft genomen, worden geacht ten laste van de geadresseerde te zijn gebracht.

§ 6. Bijkomende kosten, zoals staangeld, magazijngeld en weegloon, waarvan de heffing het gevolg is van een aan de geadresseerde toe te schrijven feit of van een door hem gedaan verzoek, moeten steeds door hem worden betaald.

§ 7. De spoorweg van afzending kan evenwel van de afzender de vooruitbetaling van de kosten eisen, wanneer het goederen betreft, die volgens zijn mening aan spoedig bederf onderhevig zijn of die op grond van hun geringe waarde of hun aard hem geen voldoende waarborg voor de kosten bieden.

§ 8. Indien het bedrag van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt, op het tijdstip van de aanbieding ten vervoer niet nauwkeurig kan worden vastgesteld, kan de spoorweg bij wijze van waarborgsom tegen ontvangstbewijs de storting vorderen van een bedrag, dat de kosten bij benadering dekt. Deze kosten worden op een frankeringsnota vermeld, die uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van de leveringstermijn met de afzender moet worden vereffend. Een volgens de gegevens van de frankeringsnota opgemaakte nota van onkosten wordt aan de afzender afgegeven tegen teruggave van het ontvangstbewijs.

§ 9. Behalve in het in § 8 genoemde geval moet het station van afzending zowel op de duplicaat-vrachtbrief als op de vrachtbrief de krachtens het frankeringsvoorschrift geïnde kosten specificeren.

Artikel 18

Correctie van geïnde bedragen

§ 1. Bij onjuiste toepassing van een tarief of bij een foutieve vaststelling of inning van de kosten, moet het te veel geïnde door de spoorweg worden terugbetaald of het te weinig geïnde alsnog aan de spoorweg worden betaald.

§ 2. Te veel geïnde bedragen, die door de spoorweg worden vastgesteld, moeten ambtshalve ter kennis van de belanghebbende worden gebracht, indien zij één frank per vrachtbrief te boven gaan; de verrekening ervan moet zo spoedig mogelijk geschieden.

§ 3. Wanneer de vrachtbrief niet in ontvangst is genomen, is de afzender verplicht de ten onrechte niet geïnde bedragen aan de spoorweg te betalen. Wanneer de vrachtbrief door de geadresseerde in ontvangst is genomen of de vervoerovereenkomst krachtens artikel 22 is gewijzigd, is de afzender slechts gehouden tot betaling van een ten onrechte niet geïnd bedrag, voorzover dit betrekking heeft op kosten, die hij voor zijn rekening heeft genomen krachtens het door hem op de vrachtbrief vermelde frankeringsvoorschrift; het restant van het ten onrechte niet geïnde bedrag komt ten laste van de geadresseerde.

§ 4. Over de krachtens dit artikel verschuldigde bedragen wordt, indien zij tien frank per vrachtbrief te boven gaan, een rente van vijf procent per jaar berekend.

Deze rente loopt van de dag van de ingebrekestelling of van die van de in artikel 41 bedoelde vordering buiten rechte, of van de dag van de dagvaarding, indien de ingebrekestelling niet heeft plaats gehad of de vordering niet is ingesteld.

Artikel 19

Remboursementen en voorschotten

§ 1. De afzender kan zijn zending tot de waarde van het goed met een remboursement belasten. Het bedrag van het remboursement moet in de munteenheid van het land van vertrek worden uitgedrukt; de tarieven kunnen uitzonderingen toelaten.

§ 2. De spoorweg is slechts tot uitbetaling van het remboursement aan de afzender verplicht, voor zover het bedrag daarvan door de geadresseerde is betaald. Dit bedrag moet binnen een termijn van zes weken na deze betaling ter beschikking van de afzender worden gesteld; bij vertraging is na afloop van deze termijn een rente van vijf procent per jaar verschuldigd.

§ 3. Indien het goed aan de geadresseerde is afgeleverd zonder voorafgaande inning van het remboursement, moet de spoorweg de

afzender de schade tot het bedrag van het remboursement vergoeden, behoudens zijn verhaal op de geadresseerde.

§ 4. Voor verzending onder remboursement wordt een in de tarieven vastgestelde provisie gegeven; deze provisie is ook dan verschuldigd, wanneer het remboursement is opgeheven of verlaagd door een wijziging van de vervoerovereenkomst (artikel 21, § 1).

§ 5. Voorschotten zijn slechts toegelaten volgens de op het station van afzending van kracht zijnde bepalingen.

Artikel 20

Aangifte van het belang bij de aflevering

§ 1. Voor elke zending kan het belang bij de aflevering worden aangegeven door vermelding op de vrachtbrief overeenkomstig het bepaalde in artikel 6, § 7, letter c).

Het bedrag van het aangegeven belang moet worden uitgedrukt in de munteenheid van de Staat van vertrek, in goudfranken of in een andere door de tarieven vastgestelde munteenheid.

§ 2. Er wordt een premie gegeven van een tiende pro mille van het aangegeven bedrag voor elke 10 kilometer of gedeelte daarvan. Het per zending te heffen minimum bedrag 1 frank per 100 kg en 10 frank, indien het gewicht van de zending meer bedraagt dan 1.000 kg.

De tarieven kunnen de premie en het te heffen minimum verlagen.

HOOFDSTUK III

Wijziging van de vervoerovereenkomst

Artikel 21

Recht van de afzender tot wijziging van de vervoerovereenkomst

§ 1. De afzender heeft het recht de vervoerovereenkomst te wijzigen door opdracht te geven:

a) dat het goed op het station van afzending hem weder ter beschikking wordt gesteld;

b) dat het goed onderweg wordt opgehouden;

c) dat de aflevering van het goed wordt uitgesteld;

d) dat het goed aan een andere persoon dan de op de vrachtbrief aangeduide geadresseerde wordt afgeleverd;

e) dat het goed op een ander station dan het op de vrachtbrief aangeduide station van bestemming wordt afgeleverd of naar het station van afzending wordt teruggezonden; in dat geval kan de afzender voorschrijven, dat een zending, die aanvankelijk als vrachtgoed

is verzonden, als snelgoed wordt doorgezonden of omgekeerd, mits het station, waar de zending wordt opgehouden, voor beide wijzen van vervoer geopend is; hij kan eveneens het toe te passen tarief en de te volgen route voorschrijven.

Tenzij de tarieven van de spoorweg van afzending het tegendeel bepalen, worden ook verzoeken tot wijziging van de vervoerovereenkomst aangenomen, die ten doel hebben:

f) belasting met een remboursement;

g) verhoging, verlaging of opheffing van het remboursement;

h) frankering van de vracht en andere kosten, overeenkomstig artikel 17, § 2, letters a) tot en met e) en g).

Andere dan de hiervóór opgesomde opdrachten zijn niet geoorloofd. Internationale tarieven kunnen evenwel de afzender het recht verlenen, tot andere dan de hiervóór genoemde wijzigingen opdracht te geven.

De opdrachten mogen nimmer splitsing van de zending ten gevolge hebben.

§ 2. De hiervóór genoemde nadere aanwijzingen moeten worden gegeven door middel van een schriftelijke verklaring overeenkomstig het model van Bijlage IVa van dit Verdrag.

Deze verklaring moet door de afzender worden herhaald en ondertekend op de duplicaat-vrachtbrief, die gelijktijdig aan de spoorweg moet worden aangeboden. Het station van afzending bevestigt de ontvangst van de nadere aanwijzing door zijn datumstempel onder de verklaring van de afzender op de duplicaat-vrachtbrief af te drukken. Het duplicaat wordt daarna teruggegeven aan de afzender. De spoorweg, die de nadere aanwijzingen van de afzender heeft uitgevoerd zonder overlegging van dit duplicaat te verlangen, is aansprakelijk voor de schade, die hieruit voortvloeit voor de geadresseerde, aan wie dit duplicaat door de afzender ter hand mocht zijn gesteld.

Wanneer de afzender verhoging, verlaging of opheffing van een remboursement verzoekt, moet hij het bewijsstuk, dat hem aanvaankelijk werd afgegeven, overleggen. Bij verhoging of verlaging van het remboursement wordt dit bewijsstuk na wijziging aan de belanghebbende teruggegeven; bij opheffing van het remboursement wordt het bij hem ingetrokken.

Elke door de afzender op een andere dan de voorgeschreven wijze gegeven nadere aanwijzing is nietig.

§ 3. De spoorweg geeft alleen gevolg aan door de afzender gegeven nadere aanwijzingen, wanneer deze hem door tussenkomst van het station van afzending bereiken.

Indien de afzender dit verzoekt, wordt het station van bestemming of het station, waar de zending moet worden opgehouden, op zijn kosten per telegram of telefonisch door het station van afzending ver-

wittig; dit moet door een schriftelijke verklaring worden bevestigd. Tenzij een internationaal tarief of andere overeenkomsten tussen de belanghebbende spoorwegen anders bepalen, moet het station van bestemming of het station, waar de zending moet worden opgehouden, de nadere aanwijzing uitvoeren zonder de bevestiging af te wachten, wanneer het telegram of de telefonische mededeling van het station van afzending afkomstig is, hetgeen in geval van twijfel moet worden onderzocht.

§ 4. Het recht tot wijziging van de vervoerovereenkomst vervalt, zelfs als de afzender in het bezit is van de duplicaat-vrachtbrief:

- a) wanneer de vrachtbrief aan de geadresseerde is afgegeven;
- b) wanneer de geadresseerde overeenkomstig artikel 16, § 3, zijn uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende rechten heeft doen gelden;
- c) wanneer de geadresseerde overeenkomstig artikel 22 het recht heeft nadere aanwijzingen te geven, zodra de zending in het douanegebied van het land van bestemming is gekomen.

Van dit ogenblik af moet de spoorweg zich houden aan de nadere aanwijzingen van de geadresseerde; hij is onder de in Titel III vastgestelde voorwaarden aansprakelijk voor de niet-uitvoering van deze nadere aanwijzingen.

Artikel 22

Recht van de geadresseerde tot wijziging van de vervoerovereenkomst

§ 1. De geadresseerde heeft het recht de vervoerovereenkomst te wijzigen, wanneer de afzender de kosten, die betrekking hebben op het vervoer in het land van bestemming, niet voor zijn rekening heeft genomen en hij de in artikel 6, § 7, letter h), genoemde aanduiding op de vrachtbrief heeft vermeld.

Aan opdrachten, die de geadresseerde kan geven, wordt slechts gevolg gegeven, wanneer de zending in het douanegebied van het land van bestemming is gekomen.

De geadresseerde kan opdracht geven:

- a) dat het goed onderweg wordt opgehouden;
- b) dat de aflevering wordt uitgesteld;
- c) dat het goed in het land van bestemming aan een andere persoon dan de op de vrachtbrief aangeduide geadresseerde wordt afgeleverd;
- d) dat de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten zullen worden uitgevoerd met zijn medewerking of die van zijn gevolmachtigde volgens de in artikel 15, § 1, vastgestelde voorwaarden.

Tenzij de internationale tarieven het tegendeel bepalen, kan de geadresseerde bovendien opdracht geven:

e) dat het goed in het land van bestemming op een ander dan het op de vrachtbrief aangeduide station van bestemming wordt afgeleverd. In dat geval kan hij voorschrijven, dat een zending, die aanvankelijk als vrachtgoed is verzonden, als snelgoed wordt doorgezonden of omgekeerd, mits het station, waar de zending wordt opgehouden, voor beide wijzen van vervoer geopend is; hij kan eveneens het toe te passen tarief en de te volgen route voorschrijven.

Andere dan de hiervóór opgesomde opdrachten zijn niet geoorloofd. Internationale tarieven kunnen evenwel de geadresseerde het recht verlenen, tot andere dan de hiervóór genoemde wijzigingen opdracht te geven.

De opdrachten mogen nimmer splitsing van de zending ten gevolge hebben.

§ 2. De hiervóór genoemde nadere aanwijzingen moeten door middel van een schriftelijke verklaring overeenkomstig het model van Bijlage IVb van dit Verdrag worden gegeven aan het station van bestemming of aan het station, waar de zending het land van bestemming binnenkomt.

Elke door de geadresseerde op een andere dan de voorgeschreven wijze gegeven nadere aanwijzing is nietig.

Voor de uitoefening van zijn recht tot wijziging van de vervoerovereenkomst is de geadresseerde niet verplicht de duplicaat-vrachtbrief over te leggen.

§ 3. Indien de geadresseerde opdracht heeft gegeven het goed aan een andere persoon af te leveren, heeft deze niet het recht de vervoerovereenkomst te wijzigen.

Artikel 23

Uitvoering van nadere aanwijzingen

§ 1. De spoorweg mag de uitvoering van de hem op grond van de artikelen 21 of 22 gegeven nadere aanwijzingen niet weigeren of uitstellen, behalve in de volgende gevallen:

a) de uitvoering is niet meer mogelijk op het tijdstip, waarop de nadere aanwijzingen het station, dat deze moet uitvoeren, bereiken;

b) de uitvoering is, van dien aard, dat daardoor de regelmatige dienstuitvoering zou worden verstoord;

c) de uitvoering is, wanneer het een wijziging van het station van bestemming betreft, in strijd met de wetten en reglementen, die van kracht zijn in een der te doorlopen landen, in het bijzonder met voorschriften van de douane en andere overheidsinstanties;

d) de waarde van het goed dekt, wanneer het een wijziging van het station van bestemming betreft, naar alle waarschijnlijkheid niet alle kosten, die bij aankomst op de nieuwe bestemming op het goed

zullen drukken, tenzij het bedrag van deze kosten onmiddellijk betaald of gewaarborgd wordt.

In de hiervóór genoemde gevallen moet degene, die de nadere aanwijzingen heeft gegeven, zo spoedig mogelijk in kennis worden gesteld van de belemmeringen, die de uitvoering van zijn aanwijzingen verhinderen.

Indien de spoorweg deze belemmeringen niet kan voorzien, komen alle gevolgen, die voortvloeien uit het begin van uitvoering van de nadere aanwijzingen, voor rekening van degene, die de aanwijzingen heeft gegeven.

§ 2. Indien het goed op grond van de nadere aanwijzing op een onderwegstation moet worden afgeleverd, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot dit onderwegstation. Indien evenwel het goed het onderwegstation reeds voorbij is, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot het station, waar de zending wordt opgehouden en van daar tot het onderwegstation.

Indien het goed op grond van de nadere aanwijzing naar een ander station van bestemming moet worden vervoerd of naar het station van afzending moet worden teruggezonden, wordt de vracht berekend van het station van afzending tot het station, waar de zending wordt opgehouden en van daar tot het nieuwe station van bestemming of tot het station van afzending.

De toe te passen tarieven zijn die, welke op elk van deze trajecten van kracht zijn op de dag, waarop de vervoerovereenkomst is gesloten.

§ 3. De afzender of de geadresseerde, die de nadere aanwijzing heeft gegeven, is verplicht de spoorweg alle kosten, die voortvloeien uit de uitvoering van die aanwijzing, te betalen met uitzondering van die, welke door schuld van de spoorweg zijn ontstaan.

Artikel 24

Belemmeringen in het vervoer

§ 1. Bij belemmeringen in het vervoer heeft de spoorweg te beslissen of het in het belang van de afzender is, hem instructies te vragen dan wel of het de voorkeur verdient het goed na wijziging van de route ambtshalve door te zenden. Behoudens schuld van de spoorweg heeft deze het recht de op de gebruikte route toepasselijke vrachtprijs te vorderen; voorts gelden de met deze route overeenkomende leveringstermijnen, zelfs indien deze langer zijn dan voor de oorspronkelijke route.

§ 2. Indien er geen andere route is of indien om andere redenen de voortzetting van het vervoer niet mogelijk is, vraagt de spoorweg instructies aan de afzender; dit verzoek is evenwel voor de spoorweg

niet verplicht bij een tijdelijke belemmering, die voortvloeit uit de in artikel 5, § 5, genoemde omstandigheden.

§ 3. De afzender mag op de vrachtbrief instructies geven voor het geval zich een belemmering in het vervoer zou voordoen.

Indien volgens het oordeel van de spoorweg die instructies niet kunnen worden uitgevoerd, vraagt de spoorweg de afzender nieuwe instructies.

§ 4. De van een belemmering in het vervoer in kennis gestelde afzender kan de vervoerovereenkomst verbreken, met de verplichting evenwel, de spoorweg naar gelang van omstandigheden de vracht voor het reeds afgelegde traject of de kosten van voorbereiding van het vervoer te betalen, evenals alle kosten, die in de tarieven zijn genoemd, tenzij de spoorweg schuld heeft aan de belemmering.

§ 5. De afzender kan zijn instructies geven aan het station van afzending of aan het station, waar het goed zich bevindt. Indien hij de aanduiding van de geadresseerde of van het station van bestemming wijzigt of indien hij zijn instructies geeft aan een ander station dan dat van afzending, moet hij zijn instructies vermelden op de duplicaat-vrachtbrief, die moet worden overgelegd.

Indien de spoorweg gevolg geeft aan de instructies van de afzender zonder overlegging van de duplicaat-vrachtbrief te hebben geëist en indien dit duplicaat aan de geadresseerde ter hand is gesteld, is de spoorweg tegenover deze aansprakelijk voor de schade, die daaruit zou kunnen voortvloeien.

§ 6. Indien de van een belemmering in het vervoer in kennis gestelde afzender niet binnen een redelijke termijn uitvoerbare instructies geeft, zal worden gehandeld volgens de voor belemmeringen in de aflevering geldende voorschriften, die van kracht zijn op de spoorweg, waar het goed is opgehouden.

Indien het goed is verkocht, moet de opbrengst van de verkoop na aftrek van de kosten, die op het goed drukken, ter beschikking van de afzender worden gehouden. Indien de opbrengst lager is dan de kosten, die op het goed drukken, moet de afzender het verschil bijbetalen.

§ 7. Indien de belemmering in het vervoer ophoudt te bestaan vóór aankomst van de instructies van de afzender, wordt het goed naar zijn bestemming doorgezonden zonder dat deze instructies worden afgewacht en wordt de afzender hiervan zo spoedig mogelijk in kennis gesteld.

§ 8. Indien de belemmering in het vervoer optreedt, nadat de geadresseerde de vervoerovereenkomst op grond van artikel 22 heeft gewijzigd, is de spoorweg verplicht deze geadresseerde daarvan kennis

te geven; de bepalingen van de §§ 1, 2, 4, 6 en 7 zijn op overeenkomstige wijze op deze geadresseerde van toepassing. Deze is niet verplicht de duplicaat-vrachtbrief over te leggen.

§ 9. De bepalingen van artikel 23 zijn van toepassing op de krachtens dit artikel vervoerde zendingen.

Artikel 25

Belemmeringen in de aflevering

§ 1. Wanneer zich bij de aflevering van het goed belemmeringen voordoen, moet het station van bestemming de afzender onverwijld door tussenkomst van het station van afzending hiervan kennisgeven en hem instructies vragen. Deze kennisgeving moet per telegram worden gedaan, wanneer zulks op de vrachtbrief is verzocht. De afzender moet bovendien zonder tussenkomst van het station van afzending schriftelijk of telegrafisch worden verwittigd, wanneer hij zulks op de vrachtbrief heeft verzocht. De kosten van deze kennisgeving drukken op het goed.

Indien de geadresseerde het goed weigert, heeft de afzender het recht erover te beschikken, zelfs indien hij de duplicaat-vrachtbrief niet kan overleggen.

Indien de geadresseerde het goed na het te hebben geweigerd, alnog in ontvangst komt nemen, wordt het hem afgeleverd, tenzij het station van bestemming inmiddels tegengestelde instructies van de afzender heeft ontvangen. Van deze aflevering moet de afzender onmiddellijk kennis worden gegeven per aangetekende brief, waarvan de kosten op het goed drukken.

De afzender kan ook op de vrachtbrief verzoeken hem het goed ambtshalve terug te zenden, indien zich een belemmering in de aflevering voordoet. Buiten dit geval mag het goed de afzender niet zonder zijn uitdrukkelijke toestemming worden teruggezonden.

Tenzij in de tarieven anders is bepaald, moeten de instructies van de afzender door tussenkomst van het station van afzending worden gegeven.

§ 2. In alle in § 1 van dit artikel niet genoemde gevallen wordt, behoudens de voorschriften van artikel 44, bij belemmering in de aflevering de wijze van handelen bepaald door de wetten en reglementen, die op de met de aflevering belaste spoorweg van kracht zijn.

Indien het goed verkocht is, moet de opbrengst van de verkoop, na aftrek van de op het goed drukkende kosten, ter beschikking van de afzender worden gehouden. Indien de opbrengst lager is dan de op het goed drukkende kosten, moet de afzender het verschil bijbetalen.

§ 3. Indien de belemmering in de aflevering zich voordoet, nadat de geadresseerde de vervoerovereenkomst op grond van artikel 22

heeft gewijzigd, moet de spoorweg deze geadresseerde daarvan in kennis stellen. Op deze laatste is § 2, tweede alinea, op overeenkomstige wijze van toepassing.

§ 4. De bepalingen van artikel 23 zijn van toepassing op de krachtens dit artikel vervoerde zendingen.

TITEL III

AANSPRAKELIJKHEID. RECHTSVORDERINGEN, DIE UIT DE VERVOEROVEREENKOMST VOORTVLOEIEN

HOOFDSTUK I

Aansprakelijkheid

Artikel 26

Gemeenschappelijke aansprakelijkheid van de spoorwegen

§ 1. De spoorweg, die het goed met de vrachtbrief ten vervoer heeft aangenomen, is aansprakelijk voor de uitvoering van het vervoer op het gehele traject tot de aflevering.

§ 2. Elke volgende spoorweg treedt door het feit, dat hij het goed met de oorspronkelijke vrachtbrief overneemt, tot de vervoerovereenkomst toe overeenkomstig de bepalingen van dit document en aanvaardt de daaruit voortvloeiende verplichtingen, onverminderd de bepalingen van artikel 43, § 3, die de spoorweg van bestemming betreffen.

Artikel 27

Omvang van de aansprakelijkheid

§ 1. De spoorweg is aansprakelijk voor overschrijding van de leveringstermijn, voor schade, die voortvloeit uit geheel of gedeeltelijk verlies van het goed, alsmede voor beschadiging van het goed van de aanname ten vervoer tot de aflevering.

§ 2. De spoorweg is van deze aansprakelijkheid ontheven, indien de overschrijding van de leveringstermijn, het verlies of de beschadiging is veroorzaakt door schuld van de rechthebbende, een door deze gegeven opdracht, die niet aan de schuld van de spoorweg te wijten is, een aan het goed eigen gebrek (inwendig bederf, gewichtsverlies, enz.) of door omstandigheden, die de spoorweg niet kon vermijden of waarvan hij de gevolgen niet kon ondervangen.

§ 3. Rekening houdend met artikel 28, § 2, is de spoorweg ontheven van deze aansprakelijkheid, wanneer het verlies of de beschadiging het gevolg is van de bijzondere gevaren, verbonden aan een of meer van de hierna genoemde omstandigheden:

a) vervoer, dat krachtens van toepassing zijnde bepalingen of krachtens met de afzender gesloten en op de vrachtbrief vermelde overeenkomsten op een open wagen plaats vindt;

b) ontbreken of gebrekkige toestand van de verpakking bij goederen, die door hun aard aan kwaliteitsverlies of beschadigingen zijn blootgesteld, wanneer zij niet of slecht verpakt zijn;

c) het laden door de afzender of het lossen door de geadresseerde krachtens van toepassing zijnde bepalingen of krachtens met de afzender gesloten en op de vrachtbrief vermelde overeenkomsten of krachtens met de geadresseerde gesloten overeenkomsten; gebrekkige belading, wanneer deze door de afzender is verricht krachtens van toepassing zijnde bepalingen of krachtens met de afzender gesloten en op de vrachtbrief vermelde overeenkomsten;

d) de aard van bepaalde goederen, die ten gevolge van aan deze aard verbonden oorzaken zijn blootgesteld aan geheel of gedeeltelijk verlies of beschadiging, met name door breuk, roest, vanzelf optredend inwendig bederf, uitdroging, vermindering;

e) verzending onder een onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige benaming van van het vervoer uitgesloten voorwerpen; verzending onder een onjuiste, onnauwkeurige of onvolledige benaming of niet-inachtneming door de afzender van de voor voorwaardelijk toegelaten voorwerpen voorgeschreven voorzorgsmaatregelen;

f) vervoer van levende dieren;

g) vervoer van zendingen, die krachtens dit Verdrag, krachtens de van toepassing zijnde bepalingen of krachtens met de afzender gesloten en op de vrachtbrief vermelde overeenkomsten moeten worden begeleid, voorzover de begeleiding ten doel heeft dit gevaar uit te sluiten.

Artikel 28

Bewijslast

§ 1. Het bewijs, dat de overschrijding van de leveringstermijn, het verlies of de beschadiging, door een der in artikel 27, § 2, genoemde feiten is veroorzaakt, rust op de spoorweg.

§ 2. Wanneer de spoorweg, gelet op de feitelijke omstandigheden, bewijst, dat het verlies of de beschadiging het gevolg kan zijn geweest van een of meer van de in artikel 27, § 3, genoemde bijzondere gevaren, bestaat het vermoeden, dat het verlies of de beschadiging daarvan het gevolg is. De rechthebbende behoudt evenwel het recht te bewijzen, dat de schade niet geheel of gedeeltelijk veroorzaakt is door een van deze gevaren.

Dit vermoeden bestaat niet in het in artikel 27, § 3, letter a), genoemde geval, indien zich een ongewoon groot tekort of een verlies van colli voordoet.

Artikel 29

Vermoeden bij doorzending met een nieuwe vrachtbrief

§ 1. Wanneer een onder de voorwaarden van dit Verdrag verzonden zending onder de voorwaarden van ditzelfde Verdrag met een nieuwe vrachtbrief is doorgezonden en een gedeeltelijk verlies of een beschadiging na de doorzending wordt vastgesteld, bestaat het vermoeden, dat dit verlies of deze beschadiging is ontstaan tijdens de laatste vervoerovereenkomst, indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

- a) de zending is steeds onder toezicht van de spoorweg gebleven;
- b) de zending is met een nieuwe vrachtbrief doorgezonden in de toestand waarin zij op het station van doorzending aankwam.

§ 2. Hetzelfde vermoeden bestaat, wanneer de aan de doorzending voorafgaande vervoerovereenkomst niet aan dit Verdrag is onderworpen, mits dit Verdrag van toepassing zou zijn geweest bij rechtstreekse verzending tussen het eerste station van afzending en het laatste station van bestemming.

Artikel 30

Vermoeden van verlies van het goed. Terugvinden van het goed

§ 1. De rechthebbende kan zonder nadere bewijsvoering het goed als verloren beschouwen, wanneer het niet binnen dertig dagen na het verstrijken van de leveringstermijn aan de geadresseerde is afgeleverd of te zijner beschikking is gesteld.

§ 2. De rechthebbende kan bij de uitbetaling van de schadevergoeding voor het vermiste goed schriftelijk onmiddellijke kennisgeving verzoeken, indien het goed binnen een jaar na de betaling van de schadevergoeding mocht worden teruggevonden. Van dit verzoek wordt hem een schriftelijk bewijs gegeven.

§ 3. Binnen dertig dagen na ontvangst van deze kennisgeving kan de rechthebbende eisen, dat het goed hem op een aan de vervoerweg gelegen station wordt afgeleverd tegen betaling van de aan het vervoer verbonden kosten van het station van afzending tot dat, waar de aflevering plaats vindt en tegen terugbetaling van de door hem ontvangen schadevergoeding, eventueel onder aftrek van de in die schadevergoeding begrepen kosten en onder voorbehoud van alle rechten op vergoeding voor overschrijding van de leveringstermijn, overeenkomstig artikel 34 en, indien daartoe aanleiding bestaat, artikel 36.

§ 4. Bij gebreke van het in § 2 bedoelde verzoek of van binnen de in § 3 bedoelde termijn van dertig dagen gegeven instructies of indien het goed meer dan een jaar na betaling van de schade-

vergoeding is teruggevonden, beschikt de spoorweg over het goed overeenkomstig de wetten en reglementen van de Staat, waartoe hij behoort.

Artikel 31

Bedrag van de schadevergoeding bij verlies van het goed

§ 1. Wanneer krachtens de bepalingen van dit Verdrag een schadevergoeding voor geheel of gedeeltelijk verlies van het goed door de spoorweg verschuldigd is, wordt deze berekend:

volgens de beursprijs,

bij gebreke hiervan volgens de marktprijs,

bij gebreke van beide volgens de gebruikelijke waarde van goederen van dezelfde soort en hoedanigheid ter plaatse waar en ten tijde waarop het goed ten vervoer is aangenomen.

De schadevergoeding kan evenwel, onder voorbehoud van de in artikel 35 genoemde beperkingen, niet meer bedragen dan 100 frank voor elk ontbrekend kilogram brutogewicht.

Bovendien worden de vracht, de douanerechten en de overige met betrekking tot het vervoer van het verloren goed betaalde bedragen terugbetaald zonder verdere schadevergoeding.

§ 2. Wanneer de als grondslag voor de berekening van de schadevergoeding dienende bedragen niet zijn uitgedrukt in de munteenheid van de Staat, waar de betaling wordt gevorderd, geschiedt de herleiding volgens de op dag en plaats van betaling van de schadevergoeding geldende koers.

Artikel 32

Beperkingen van de aansprakelijkheid bij gewichtsvermindering tijdens het vervoer

§ 1. Ten aanzien van goederen, die in verband met hun bijzondere aard in het algemeen tijdens het vervoer een gewichtsvermindering ondergaan, is de spoorweg slechts aansprakelijk voor dat gedeelte van de gewichtsvermindering, dat de als volgt bepaalde toelaatbare afwijkingen overtreft, ongeacht het afgelegde traject:

a) twee procent van het gewicht bij vloeibare of in vochtige toestand ten vervoer aangeboden goederen, alsmede bij de navolgende goederen:

Afval van huiden,
Beenderen, heel of gemalen,
Fruit, vers, gedroogd of gekookt,
Groente, verse,
Haar van dieren,
Hoornen en hoeven,
Hop,
Huiden,

Leder,
Mastiek, verse,
Paddestoelen, verse,
Pelterijen,
Pezen van dieren,
Schors,
Steenkolen en cokes,
Tabak, gekerfde,
Tabak, verse, in bladen,

Turf,	Wol,
Varkensborstels,	Wortels,
Verfhout, geraspt of gemalen,	Zeep en vaste oliën,
Vetten,	Zoethout,
Vis, gedroogde,	Zout;

b) één procent bij alle overige droge goederen, die tijdens het vervoer eveneens aan gewichtsvermindering onderhevig zijn.

§ 2. Op de in § 1 bedoelde beperking van de aansprakelijkheid kan geen beroep worden gedaan, indien wordt bewezen, dat, gelet op de feitelijke omstandigheden, het verlies niet het gevolg is van oorzaken, die de afwijking rechtvaardigen.

§ 3. Worden meerdere colli met een enkele vrachtbrief vervoerd, dan wordt de gewichtsvermindering voor elk collo afzonderlijk berekend, wanneer het gewicht daarvan bij vertrek afzonderlijk in de vrachtbrief is vermeld of op andere wijze kan worden vastgesteld.

§ 4. Bij geheel verlies van het goed heeft voor de berekening van de schadevergoeding geen aftrek wegens gewichtsvermindering plaats.

§ 5. De voorschriften van dit artikel maken in geen enkel opzicht inbreuk op die van de artikelen 27 en 28.

Artikel 33

Bedrag van de schadevergoeding bij beschadiging van het goed

Bij beschadiging moet de spoorweg het bedrag van de waardevermindering van het goed betalen zonder verdere schadevergoeding. Bij de berekening van dit bedrag wordt uitgegaan van de schadevergoeding, die in geval van verlies bij toepassing van artikel 31 verschuldigd zou zijn geweest, waarbij de beperking tot 100 frank per ontbrekend kilogram brutogewicht buiten beschouwing wordt gelaten en op de schadevergoeding een verminderingscoëfficiënt wordt toegepast. Deze verminderingscoëfficiënt is gelijk aan de verhouding tussen de waarde van het beschadigde goed op de plaats van bestemming en de waarde, die het goed op diezelfde plaats zou hebben gehad, indien het tijdens de uitvoering van de vervoerovereenkomst niet was beschadigd.

De schadevergoeding kan evenwel niet meer bedragen dan:

a) het bedrag, dat zij zou hebben belopen bij geheel verlies, indien de gehele zending door de beschadiging in waarde is verminderd;

b) het bedrag, dat zij zou hebben belopen bij verlies van het in waarde verminderde gedeelte, indien slechts een gedeelte van de zending door de beschadiging in waarde is verminderd.

Artikel 34

Bedrag van de schadevergoeding wegens overschrijding van de leveringstermijn

§ 1. Indien bij overschrijding van de leveringstermijn de recht-hebbende niet bewijst, dat daardoor schade is ontstaan, moet de spoorweg een tiende van de vracht betalen voor elk met een tiende van de leveringstermijn overeenkomend gedeelte van de overschrijding; het gedeelte van de overschrijding, dat minder dan een tiende van de leveringstermijn bedraagt, wordt voor een tiende gerekend. De helft van de vracht vormt het maximum van de schadevergoeding.

§ 2. Indien het bewijs wordt geleverd, dat uit de overschrijding van de leveringstermijn schade is ontstaan, wordt voor die schade een vergoeding betaald, die niet meer kan bedragen dan de vracht.

§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde schadevergoedingen mogen niet worden gevoegd bij die, welke verschuldigd zouden zijn wegens geheel verlies van het goed.

Bij gedeeltelijk verlies worden zij, indien daartoe aanleiding bestaat, betaald voor het niet verloren gegane gedeelte van de zending.

Bij beschadiging worden zij, indien daartoe aanleiding bestaat, gevoegd bij de in artikel 33 bedoelde schadevergoeding.

In geen geval mag de som van de in de §§ 1 en 2 en de in de artikelen 31 en 33 bedoelde schadevergoedingen hoger zijn dan de schadevergoeding, die verschuldigd zou zijn bij geheel verlies van het goed.

Artikel 35

Beperkingen van de schadevergoeding krachtens bepaalde tarieven

Wanneer de spoorweg het publiek bijzondere vervoer voorwaarden (speciale of uitzonderingstarieven) biedt, die een korting geven op de volgens de gewone voorwaarden (algemene tarieven) berekende vracht, kan hij de aan de rechthebbende bij overschrijding van de leveringstermijn, verlies of beschadiging te betalen schadevergoeding beperken.

Wanneer een dergelijke beperking voortvloeit uit een tarief, dat slechts op een gedeelte van het traject is toegepast, kan op deze beperking slechts een beroep worden gedaan voor zover het feit, op grond waarvan schadevergoeding wordt geëist, op dat gedeelte van het traject heeft plaats gevonden.

Artikel 36

Bedrag van de schadevergoeding bij aangifte van het belang bij de aflevering

Indien het belang bij de aflevering is aangegeven, kan boven de in de artikelen 31, 33, 34 en, indien daartoe aanleiding bestaat, de in

artikel 35 bedoelde schadevergoedingen, terugbetaling van de meerdere schade worden gevorderd tot ten hoogste het bedrag van het aangegeven belang.

Artikel 37

Bedrag van de schadevergoeding bij opzet of grove schuld van de spoorweg

In alle gevallen, waarin de overschrijding van de leveringstermijn, het gehele of gedeeltelijke verlies of de beschadiging van het goed is veroorzaakt door opzet of grove schuld van de spoorweg, moet de rechthebbende voor het bewezen nadeel volledig worden schadeloosgesteld en wel, naar gelang van de omstandigheden, tot het dubbele van de in de artikelen 31, 33, 34, 35 en 36 bedoelde maxima.

Artikel 38

Rente over het bedrag van de schadevergoeding

De rechthebbende kan over het bedrag van de schadevergoeding betaling van rente vorderen. Deze rente, ten bedrage van vijf procent per jaar, is slechts verschuldigd, indien de schadevergoeding meer bedraagt dan tien frank per vrachtbrief; zij loopt van de dag van de in artikel 41 bedoelde vordering buiten rechte of van de dag van de dagvaarding, indien geen vordering is ingesteld.

Artikel 39

Terugbetaling van schadevergoedingen

Elke ten onrechte ontvangen schadevergoeding moet worden terugbetaald.

Bij bedrog heeft de spoorweg bovendien recht op betaling van een som gelijk aan het ten onrechte betaalde bedrag.

Artikel 40

Aansprakelijkheid van de spoorweg voor zijn personeel

De spoorweg is aansprakelijk voor het bij hem in dienst zijnde personeel en voor andere personen van wier diensten hij gebruik maakt bij de uitvoering van een vervoer waarmede hij is belast.

Indien evenwel het spoorwegpersoneel op verzoek van een belanghebbende vrachtbrieven invult, vertalingen maakt of andere diensten bewijst, waartoe de spoorweg niet verplicht is, wordt dit personeel geacht te handelen voor rekening van de persoon, aan wie het deze diensten bewijst.

HOOFDSTUK II

**Vorderingen in en buiten rechte. Rechtspleging en verjaring
bij uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende
geschillen**

Artikel 41

Vorderingen buiten rechte

§ 1. Op de vervoerovereenkomst betrekking hebbende vorderingen buiten rechte moeten schriftelijk bij de in artikel 43 aangeduide spoorweg aanhangig worden gemaakt.

§ 2. Tot het indienen van een vordering buiten rechte zijn bevoegd de personen, die krachtens artikel 42 een vordering in rechte tegen de spoorweg kunnen instellen.

§ 3. Wanneer de vordering buiten rechte wordt ingediend door de afzender, moet hij de duplicaat-vrachtbrief overleggen. Wanneer zij wordt ingediend door de geadresseerde, moet hij de vrachtbrief overleggen, indien deze hem ter hand is gesteld.

§ 4. De vrachtbrief, de duplicaat-vrachtbrief en de overige bescheiden, die de rechthebbende van belang acht om bij zijn vordering buiten rechte te voegen, moeten in originali of in afschrift worden overgelegd; de afschriften moeten, indien de spoorweg dit verlangt, behoorlijk zijn gewaarmerkt.

Bij de afdoening van de vordering buiten rechte kan de spoorweg overlegging van het origineel van de vrachtbrief, de duplicaat-vrachtbrief of het remboursementbewijs verlangen, teneinde hierop de afdoening aan te tekenen.

Artikel 42

**Personen, die bevoegd zijn tot het instellen van een vordering
in rechte tegen de spoorweg**

§ 1. De vordering in rechte tot terugbetaling van een krachtens de vervoerovereenkomst betaald bedrag kan slechts worden ingesteld door degene, die de betaling heeft gedaan.

§ 2. De vordering in rechte met betrekking tot de in artikel 19 bedoelde remboursements kan slechts worden ingesteld door de afzender.

§ 3. De overige uit de vervoerovereenkomst tegen de spoorweg voortvloeiende vorderingen in rechte kunnen worden ingesteld:

a) door de afzender, tot het tijdstip, waarop de geadresseerde de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen of de hem krachtens artikel 16, § 3, of artikel 22 toegekende rechten heeft doen gelden;

b) door de geadresseerde, van het tijdstip, waarop hij de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen of de hem krachtens artikel 16, § 3, toegekende rechten heeft doen gelden;

c) door de geadresseerde, die ingevolge aanduiding van de afzender op de vrachtbrief het beschikkingsrecht over de zending heeft, van het tijdstip, waarop hij de hem krachtens artikel 22 toegekende rechten heeft doen gelden. De bevoegdheid tot het instellen van deze vordering vervalt evenwel, zodra de vrachtbrief aan de overeenkomstig artikel 22, § 1, letter c), aangewezen geadresseerde ter hand is gesteld of zodra laatstgenoemde de hem krachtens artikel 16, § 3, toegekende rechten heeft doen gelden.

De afzender kan deze vorderingen slechts instellen op vertoon van de duplicaat-vrachtbrief. Bij gebreke hiervan kan hij zijn vordering tegen de spoorweg slechts instellen, indien de geadresseerde hem daartoe heeft gemachtigd of indien hij het bewijs levert, dat de geadresseerde het goed heeft geweigerd.

Artikel 43

Spoorwegen, tegen welke een vordering in rechte kan worden ingesteld. Rechtsbevoegdheid

§ 1. De vordering in rechte tot terugbetaling van een krachtens de vervoerovereenkomst betaald bedrag kan worden ingesteld tegen de spoorweg die dit bedrag heeft geïnd of tegen de spoorweg, ten bate waarvan het te veel betaalde bedrag is geïnd.

§ 2. De vordering in rechte met betrekking tot de in artikel 19 bedoelde remboursements kan slechts worden ingesteld tegen de spoorweg van afzending.

§ 3. De overige uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende vorderingen in rechte kunnen uitsluitend worden ingesteld tegen de spoorweg van afzending, de spoorweg van aankomst of de spoorweg waar zich het feit heeft voorgedaan, op grond waarvan de vordering wordt ingesteld.

Tegen de spoorweg van aankomst kan een vordering evenwel worden ingesteld, ook al heeft hij noch het goed, noch de vrachtbrief ontvangen.

§ 4. Indien de eiser de keuze tussen verschillende spoorwegen heeft, vervalt zijn recht van keuze, zodra hij een vordering heeft ingesteld tegen een van deze spoorwegen.

§ 5. De vordering in rechte kan slechts worden ingesteld bij de bevoegde rechter van de Staat, waartoe de gedaagde spoorweg behoort, tenzij in verdragen of actes van concessie anders is bepaald.

Wanneer een onderneming in verschillende Staten zelfstandige spoorwegnetten exploiteert, wordt elk dezer netten voor de toepassing van deze paragraaf als een afzonderlijke spoorweg beschouwd.

§ 6. De vordering in rechte kan tegen een andere dan de in de §§ 1, 2 en 3 aangeduide spoorwegen worden ingesteld, wanneer zulks geschiedt in reconventie of bij wijze van exceptie in het geding over de vordering ten principale, die op dezelfde vervoerovereenkomst is gegrond.

§ 7. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op het verhaal tussen de spoorwegen onderling, geregeld in Hoofdstuk III van deze Titel.

Artikel 44

Vaststelling van gedeeltelijk verlies of beschadiging van het goed

§ 1. Wanneer een gedeeltelijk verlies of een beschadiging door de spoorweg wordt ontdekt of vermoed, of het bestaan ervan door de rechthebbende wordt beweerd, moet de spoorweg onverwijld en zo mogelijk in tegenwoordigheid van deze rechthebbende een proces-verbaal opmaken, waarin, afhankelijk van de aard van de schade, zijn vermeld de toestand en het gewicht van het goed en voor zover mogelijk de omvang van de schade, haar oorzaak en het tijdstip waarop zij is ontstaan.

Een afschrift van dit proces-verbaal wordt desverlangd aan de rechthebbende kosteloos ter hand gesteld.

§ 2. Wanneer de rechthebbende zich met de inhoud van het proces-verbaal niet kan verenigen, kan hij verlangen, dat de toestand en het gewicht van het goed, alsmede de oorzaken en het bedrag van de schade gerechtelijk worden vastgesteld; de procedure is onderworpen aan de wetten en reglementen van de Staat, waar de gerechtelijke vaststelling plaats vindt.

Artikel 45

Vervallen van uit de vervoerovereenkomst tegen de spoorweg voortvloeiende rechtsvorderingen

§ 1. Door de aanneming van het goed door de rechthebbende vervalt elke uit de vervoerovereenkomst tegen de spoorweg voortvloeiende rechtsvordering wegens overschrijding van de leverings-termijn, gedeeltelijk verlies of beschadiging.

§ 2. De rechtsvordering vervalt evenwel niet:

a) indien de rechthebbende het bewijs levert, dat de schade is veroorzaakt door opzet of grove schuld van de spoorweg;

b) bij een vordering buiten rechte wegens overschrijding van de leveringstermijn, wanneer deze wordt ingediend bij een der in artikel 43, § 3, aangeduide spoorwegen binnen een termijn van dertig dagen, de dag van aanneming van het goed door de rechthebbende daaronder niet begrepen;

c) bij een vordering buiten rechte wegens gedeeltelijk verlies of beschadiging:

1° indien het verlies of de beschadiging vóór de aanneming van het goed door de rechthebbende is vastgesteld overeenkomstig artikel 44;

2° indien de vaststelling, die overeenkomstig artikel 44 had moeten plaats vinden, slechts door de schuld van de spoorweg achterwege is gebleven;

d) bij een vordering buiten rechte wegens uiterlijk niet waarneembare schade, waarvan het bestaan door de rechthebbende is vastgesteld na de aanneming van het goed, onder de dubbele voorwaarde:

1° dat het verzoek tot vaststelling overeenkomstig artikel 44 door de rechthebbende wordt gedaan onmiddellijk na de ontdekking van de schade en uiterlijk binnen zeven dagen na de aanneming van het goed;

2° dat de rechthebbende bewijst, dat de schade is ontstaan tussen de aanneming ten vervoer en de aflevering.

§ 3. Indien het goed met een nieuwe vrachtbrief is doorgezonden onder de voorwaarden van artikel 29, § 1, vervallen de rechtsvorderingen tot schadevergoeding wegens gedeeltelijk verlies of beschadiging, die voortvloeien uit de aan de doorzending voorafgaande vervoerovereenkomst, alsof er sprake was van een enkele overeenkomst.

Artikel 46

Verjaring van uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende rechtsvorderingen

§ 1. De uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende rechtsvorderingen verjaren door verloop van één jaar. De verjaringstermijn bedraagt evenwel drie jaren, indien het betreft:

a) een rechtsvordering tot betaling van een door de spoorweg van de geadresseerde geïnd remboursement;

b) een rechtsvordering tot betaling van het overschietende bedrag van een door de spoorweg verrichte verkoop;

c) een rechtsvordering wegens een door opzet veroorzaakte schade;

d) een rechtsvordering wegens het geval van bedrog, bedoeld in artikel 39;

e) een rechtsvordering, voortvloeiende uit de aan de doorzending voorafgaande vervoerovereenkomst, in het in artikel 29, § 1, bedoelde geval.

§ 2. De verjaring begint te lopen:

a) voor rechtsvorderingen tot schadevergoeding wegens gedeeltelijk verlies, beschadiging of overschrijding van de leveringstermijn: te rekenen van de dag, waarop de aflevering heeft plaats gehad;

b) voor rechtsvorderingen tot schadevergoeding wegens geheel verlies: te rekenen van de dertigste dag na het verstrijken van de leveringstermijn;

c) voor rechtsvorderingen tot betaling of terugbetaling van vracht, bijkomende kosten of boeten, of voor rechtsvorderingen tot verbetering van een onjuiste toepassing van een tarief of van een rekenfout:

1° indien betaling heeft plaats gehad: te rekenen van de dag der betaling;

2° indien geen betaling heeft plaats gehad: te rekenen van de dag, waarop het goed ten vervoer is aangenomen, indien de betaling door de afzender moet geschieden, of te rekenen van de dag, waarop de geadresseerde de vrachtbrief in ontvangst heeft genomen, indien de betaling door deze moet geschieden;

3° indien het betreft bedragen, die door middel van een frankeringsnota worden verrekend: te rekenen van de dag, waarop de spoorweg de in artikel 17, § 8, bedoelde nota van onkosten aan de afzender ter hand heeft gesteld; bij gebreke hiervan begint de verjaringstermijn voor de schuldvorderingen van de spoorweg te lopen te rekenen van de dertigste dag na het verstrijken van de leveringstermijn;

d) voor rechtsvorderingen van de spoorweg tot terugbetaling van een bedrag, dat door de geadresseerde in plaats van door de afzender is betaald of omgekeerd, en dat de spoorweg aan de rechthebbende moet teruggeven: te rekenen van de dag, waarop dit bedrag is terugbetaald;

e) voor rechtsvorderingen met betrekking tot remboursements, bedoeld in artikel 19: te rekenen van de twee en veertigste dag na het verstrijken van de leveringstermijn;

f) voor rechtsvorderingen tot betaling van een van een verkoop overschietend bedrag: te rekenen van de dag, waarop de verkoop heeft plaats gehad;

g) voor rechtsvorderingen tot betaling van door de douane nagevorderde rechten: te rekenen van de dag, waarop de douane de navordering heeft ingesteld;

h) in alle overige gevallen: te rekenen van de dag, waarop het recht kan worden uitgeoefend.

De als begin van de verjaringstermijn aangegeven dag is nimmer in deze termijn begrepen.

§ 3. Wanneer een vordering buiten rechte overeenkomstig artikel 41 bij de spoorweg wordt ingediend, wordt de verjaring geschorst tot de dag, waarop de spoorweg de vordering schriftelijk afwijst en de daarbij gevoegde stukken terugzendt. Wanneer de vordering gedeeltelijk wordt ingewilligd, begint de verjaring slechts opnieuw te lopen voor het gedeelte van de vordering, dat betwist blijft. De bewijslast inzake ontvangst van de vordering of van het antwoord en van de teruggave van de stukken rust op de partij, die zich op dit feit beroept.

Latere vorderingen buiten rechte, die op dezelfde zaak betrekking hebben, schorsen de verjaring niet.

§ 4. De rechtsvordering, die is verjaard, kan niet meer worden ingesteld, zelfs niet in reconventie of bij wijze van exceptie.

§ 5. Behoudens de voorafgaande bepalingen gelden voor de schorsing en de sluiting der verjaring, de wetten en reglementen van de Staat, waar de rechtsvordering wordt ingesteld.

HOOFDSTUK III

Afrekening. Verhaal tussen spoorwegen onderling

Artikel 47

Afrekening tussen spoorwegen

§ 1. Elke spoorweg, die bij vertrek of bij aankomst de uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende kosten of andere schuldvorderingen heeft geïnd, moet aan de belanghebbende spoorwegen hun aandeel in de kosten en vorderingen betalen.

De wijze van betaling wordt in de tussen de spoorwegen gesloten overeenkomsten vastgesteld.

§ 2. Onder voorbehoud van zijn rechten tegen de afzender is de spoorweg van afzending aansprakelijk voor de vracht en de andere kosten, die hij niet heeft geïnd, ofschoon de afzender deze volgens de vrachtbrief voor zijn rekening had genomen.

§ 3. Indien de spoorweg van aankomst het goed aflevert zonder de uit de vervoerovereenkomst voortvloeiende kosten of andere schuldvorderingen te hebben geïnd, is hij daarvoor aansprakelijk tegenover de voorafgaande spoorwegen en de andere belanghebbenden.

§ 4. Wanneer een der spoorwegen in gebreke blijft te betalen en zulks op verzoek van een der crediteur-spoorwegen door het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg wordt

vastgesteld, worden de gevolgen daarvan door alle andere aan het vervoer deelgenomen hebbende spoorwegen gedragen, naar evenredigheid van hun aandeel in de vracht.

Het recht van verhaal op de spoorweg, van welke het in gebreke blijven is vastgesteld, blijft voorbehouden.

Artikel 48

Verhaal in geval van schadevergoeding wegens verlies of beschadiging

§ 1. De spoorweg, die krachtens de bepalingen van dit Verdrag een schadevergoeding voor geheel of gedeeltelijk verlies of voor beschadiging heeft betaald, heeft recht van verhaal op de spoorwegen, die aan het vervoer hebben deelgenomen, overeenkomstig de volgende bepalingen:

a) de spoorweg, door toedoen waarvan de schade is veroorzaakt, is daarvoor alleen aansprakelijk;

b) wanneer de schade is veroorzaakt door toedoen van verschillende spoorwegen, is elke spoorweg aansprakelijk voor de door hem veroorzaakte schade. Indien deze verdeling in de gegeven omstandigheden niet mogelijk is, wordt de schadevergoeding omgeslagen volgens de onder c) vermelde beginselen;

c) indien niet kan worden bewezen, dat de schade door toedoen van een of meer spoorwegen is veroorzaakt, wordt de verschuldigde schadevergoeding omgeslagen over de aan het vervoer deelgenomen hebbende spoorwegen, met uitzondering van die, welke bewijzen, dat de schade niet op hun lijnen is veroorzaakt. De omslag geschiedt naar evenredigheid van het aantal tariefkilometers.

§ 2. Wanneer een van de spoorwegen niet in staat is te betalen, wordt het te zijnen laste komende en niet door hem betaalde aandeel omgeslagen over alle overige aan het vervoer deelgenomen hebbende spoorwegen, naar evenredigheid van het aantal tariefkilometers.

Artikel 49

Verhaal in geval van schadevergoeding wegens overschrijding van de leveringstermijn

§ 1. De voorschriften van artikel 48 zijn van toepassing op een voor overschrijding van de leveringstermijn betaalde schadevergoeding. Indien de overschrijding van de leveringstermijn is veroorzaakt door onregelmatigheden, die op verschillende spoorwegen zijn vastgesteld, wordt de schadevergoeding over deze spoorwegen omgeslagen naar evenredigheid van de duur der vertraging op elk net.

§ 2. De leveringstermijnen van artikel 11 worden tussen de verschillende aan het vervoer deelgenomen hebbende spoorwegen als volgt verdeeld:

a) tussen twee aangrenzende spoorwegen:

1° de termijn voor verzending wordt gehalveerd;

2° de termijn voor het vervoer wordt verdeeld naar evenredigheid van het aantal tariefkilometers op elk der beide spoorwegen;

b) tussen drie of meer spoorwegen:

1° de termijn voor verzending wordt gehalveerd tussen de spoorweg van afzending en de spoorweg van aankomst;

2° een derde gedeelte van de termijn voor het vervoer wordt gelijkelijk verdeeld tussen alle deelnemende spoorwegen;

3° de twee overige derde gedeelten van de termijn voor het vervoer worden verdeeld naar evenredigheid van het aantal tariefkilometers op elk dezer spoorwegen.

§ 3. De aanvullende leveringstermijnen, waarop een spoorweg recht heeft, komen aan deze spoorweg ten goede.

§ 4. De tijd, die verloopt tussen de aanbieding ten vervoer en het begin van de termijn voor verzending, komt uitsluitend aan de spoorweg van afzending ten goede.

§ 5. De hiervóór genoemde verdeling komt uitsluitend in aanmerking, wanneer de gehele leveringstermijn niet in acht is genomen.

Artikel 50

Rechtspleging bij verhaal

§ 1. De spoorweg, tegen welke een in de artikelen 48 en 49 bedoeld verhaal wordt uitgeoefend, is nimmer bevoegd tot betwisting van de gegrondheid der betaling die door de spoorweg, die het verhaal uitoefent, is gedaan, wanneer de schadevergoeding gerechtelijk is vastgesteld, nadat de dagvaarding hem behoorlijk was betekend en hij in de gelegenheid was gesteld in het geding tussenbeide te komen. De rechter, bij wie de vordering ten principale is aanhangig gemaakt, stelt naar gelang van de feitelijke omstandigheden de voor de betekening en de tussenkost toegestane termijnen vast.

§ 2. De spoorweg, die verhaal wil uitoefenen, moet zijn vordering tegen de belanghebbende spoorwegen met welke hij geen schikking heeft getroffen tegelijkertijd instellen op straffe van verlies van zijn verhaalsrecht tegen de niet gedagvaarde spoorwegen.

§ 3. De rechter beslist bij een en hetzelfde vonnis over alle vorderingen tot verhaal, die bij hem aanhangig zijn gemaakt.

§ 4. De spoorwegen, tegen welke een vordering is ingesteld, kunnen geen verder verhaal uitoefenen.

§ 5. Het is niet geoorloofd in het geding over de hoofdvordering tot schadevergoeding vorderingen tot verhaal in te stellen.

Artikel 51

Bevoegdheid tot kennisneming van vorderingen tot verhaal

§ 1. De rechter ter plaatse waar de spoorweg, tegen welke het verhaal wordt uitgeoefend, is gevestigd, is uitsluitend bevoegd tot kennisneming van alle vorderingen tot verhaal.

§ 2. Wanneer de vordering tegen verschillende spoorwegen moet worden ingesteld, heeft de eisende spoorweg het recht zijn vordering in te stellen bij een van de rechters, die ingevolge § 1 bevoegd zijn.

Artikel 52

Overeenkomsten terzake van het verhaal

De spoorwegen kunnen bij overeenkomst afwijken van de in Hoofdstuk III genoemde bepalingen omtrent wederkerig verhaal.

TITEL IV

BEPALINGEN VAN VERSCHILLENDE AARD

Artikel 53

Toepassing van het nationale recht

Bij gebreke van voorschriften in dit Verdrag zijn de in elke Staat op het vervoer betrekking hebbende bepalingen van de nationale wetten en reglementen van toepassing.

Artikel 54

Algemene regelen van rechtspleging

Voor alle geschillen, waartoe een aan dit Verdrag onderworpen vervoer aanleiding geeft, moet de bij de bevoegde rechter geldende procedure worden gevolgd, onder voorbehoud van in dit Verdrag opgenomen tegengestelde bepalingen.

Artikel 55

Tenuitvoerlegging van vonnissen
Beslaglegging en zekerheidsstelling

§ 1. Wanneer de vonnissen, die op tegenspraak of bij verstek zijn gewezen door de krachtens de bepalingen van dit Verdrag bevoegde rechter, volgens de door die rechter toegepaste wetten uit-

voerbaar zijn geworden, worden zij uitvoerbaar in elke andere bij het Verdrag partij zijnde Staat, zodra de in de desbetreffende Staat voorgeschreven formaliteiten zijn vervuld. Herziening van de inhoud der beslissing is niet geoorloofd.

Deze bepaling is niet van toepassing op vonnissen, die slechts voorlopig uitvoerbaar zijn en evenmin op de veroordelingen tot schadevergoeding, die boven de kosten van het geding worden uitgesproken tegen een eiser wegens het afwijzen van zijn vordering.

§ 2. Op de uit een internationaal vervoer voortvloeiende schuld-vorderingen van een spoorweg op een niet tot dezelfde Staat behorende spoorweg kan geen beslag worden gelegd dan krachtens een gerechtelijk vonnis in de Staat, waartoe de crediteur-spoorweg behoort.

§ 3. Op rollend materieel van de spoorweg, alsmede op voorwerpen van allerlei aard, die voor het vervoer worden gebruikt en aan de spoorweg toebehoren, zoals laadkisten, ladingsbenodigdheden, dekkleden, enz., kan op het grondgebied van een andere Staat dan die, waartoe de eigendomsspoorweg behoort, slechts beslag worden gelegd krachtens een gerechtelijk vonnis in laatstgenoemde Staat.

De voorwaarden voor de onvatbaarheid voor beslag van wagens van particulieren zijn vastgesteld in Bijlage VII.

§ 4. Bij vorderingen in rechte, die voortvloeien uit de internationale vervoerovereenkomst, kan geen zekerheidsstelling worden gevorderd voor de kosten van het geding.

Artikel 56

Munteenheid. Herleidings- of aannemingskoersen van buitenlands geld

§ 1. Onder franken, waarin de in dit Verdrag en zijn bijlagen genoemde bedragen zijn uitgedrukt, moeten worden verstaan goudfranken met een gewicht van 10/31 gram en een gehalte van 0,900.

§ 2. De spoorweg is verplicht de koersen bekend te maken, tegen welke hij de in buitenlandse munteenheden uitgedrukte vrachten, andere kosten en remboursements herleidt in de munteenheid van het land, waar betaling plaats vindt (herleidingskoersen).

§ 3. De spoorweg is eveneens verplicht de koersen bekend te maken, tegen welke hij buitenlands geld in betaling aanneemt (aannemingskoersen).

Artikel 57

Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg

§ 1. Om de uitvoering van dit Verdrag te vergemakkelijken en te verzekeren, wordt een Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg ingesteld, dat belast is met:

a) het in ontvangst nemen van mededelingen van elk der bij het Verdrag partij zijnde Staten en van elk der belanghebbende spoorwegen en het kennisgeven van deze mededelingen aan de overige Staten en spoorwegen;

b) het verzamelen, bewerken en openbaar maken van gegevens van allerlei aard, die voor het internationale vervoer van belang zijn;

c) het vergemakkelijken van de door het internationale verkeer veroorzaakte financiële betrekkingen tussen de verschillende spoorwegen en van het innen van achterstallige schuldvorderingen en het in dit opzicht verstevigen van de betrekkingen tussen de spoorwegen onderling;

d) het ondernemen van pogingen, op verzoek van een der bij het Verdrag partij zijnde Staten of van een der vervoerondernemingen, waarvan de lijnen zijn opgenomen in de lijst bedoeld in artikel 58, hetzij door het verlenen van goede diensten of bemiddeling, hetzij op elke andere wijze een minnelijke schikking tot stand te brengen, teneinde geschillen tussen de genoemde Staten of vervoerondernemingen over de uitlegging of toepassing van het Verdrag te regelen;

e) het geven, op verzoek van belanghebbende partijen — Staten, vervoerondernemingen of gebruikers —, van een advies over geschillen omtrent de uitlegging of toepassing van het Verdrag;

f) het verlenen van medewerking aan het regelen van geschillen over de uitlegging of toepassing van dit Verdrag door middel van arbitrage;

g) het instellen van een voorbereidend onderzoek omtrent voorstellen tot wijziging van dit Verdrag en het doen van voorstellen tot bijeenroeping van de in artikel 67 bedoelde Conferenties, wanneer daartoe aanleiding bestaat.

§ 2. Een bijzonder reglement, dat de inhoud van Bijlage V van dit Verdrag vormt, bepaalt de zetel, de samenstelling en de organisatie van dit Bureau, alsmede de middelen tot vervulling van zijn taak. Het bevat tevens bepalingen omtrent de werkwijze en het toezicht. Dit reglement en de daarin bij overeenkomst tussen alle bij het Verdrag partij zijnde Staten aangebrachte wijzigingen hebben dezelfde waarde en geldigheidsduur als het Verdrag.

Artikel 58

Lijst van de aan het Verdrag onderworpen lijnen

§ 1. Het in artikel 57 genoemde Centraal Bureau is belast met de samenstelling en het bijhouden van de lijst der aan dit Verdrag onderworpen lijnen. Te dien einde neemt het de kennisgevingen in ontvangst, die door de bij het Verdrag partij zijnde Staten worden gedaan met betrekking tot het opnemen of doorhalen in deze lijst van de lijnen van een spoorweg of van een der in artikel 2 genoemde ondernemingen.

§ 2. Een nieuwe lijn kan voor het internationale verkeer eerst worden opengesteld een maand na de dagtekening van de brief van het Centraal Bureau, waarmede het opnemen van deze lijn ter kennis van de overige Staten is gebracht.

§ 3. Het Centraal Bureau gaat tot doorhaling van een lijn over, zodra de bij het Verdrag partij zijnde Staat, op welks verzoek deze lijn in de lijst is opgenomen, te zijner kennis heeft gebracht, dat met betrekking tot deze lijn aan de door dit Verdrag opgelegde verplichtingen niet meer kan worden voldaan.

§ 4. De enkele ontvangst van de mededeling van het Centraal Bureau geeft elke spoorweg onmiddellijk het recht met de doorgehaalde lijn alle verbindingen op het gebied van het internationale verkeer te verbreken, behalve voor wat betreft de onderweg zijnde zendingen, waarvan het vervoer moet worden voltooid.

Artikel 59

Bijzondere bepalingen voor bepaalde vervoeren.
Bijkomende bepalingen

§ 1. Het vervoer van wagens van particulieren wordt geregeld door de bepalingen van Bijlage VII.

§ 2. Op het vervoer van laadkisten moeten de bepalingen van Bijlage VIII worden toegepast.

§ 3. Voor het vervoer van expresgoed kunnen de spoorwegen door middel van daartoe strekkende tariefbepalingen bepaalde bijzondere voorschriften vaststellen, overeenkomstig Bijlage IX.

§ 4. Voor de hierna genoemde zendingen:

- a) zendingen met verhandelbaar vervoerdocument;
- b) zendingen, waarbij de aflevering slechts kan geschieden tegen afgifte van de duplicaat-vrachtbrief;
- c) zendingen kranten en tijdschriften;
- d) zendingen goederen, bestemd voor jaarbeurzen en tentoonstellingen;

e) zendingen ladingsbenodigdheden en middelen ter bescherming van de vervoerde goederen tegen warmte en koude,

kunnen twee of meer bij het Verdrag partij zijnde Staten door bijzondere overeenkomsten of de spoorwegen door middel van daartoe strekkende tariefbepalingen bepaalde voorwaarden overeenkomen, die aan deze zendingen zijn aangepast en afwijken van dit Verdrag; met name kan een van het model van Bijlage II afwijkend vervoerdocument worden overeengekomen.

§ 5. De bijkomende bepalingen, die bepaalde bij het Verdrag partij zijnde Staten of bepaalde deelnemende spoorwegen voor de uitvoering van dit Verdrag openbaar maken, worden door hen aan het Centraal Bureau medegedeeld.

De voor de aanvaarding van deze bepalingen getroffen overeenkomsten kunnen t.a.v. de daaraan deelnemende spoorwegen in werking treden op de door de wetten en reglementen van elke Staat voorgeschreven wijze; zij mogen evenwel geen inbreuk maken op het Verdrag.

Hun inwerkingtreding wordt ter kennis van het Centraal Bureau gebracht.

Artikel 60

Regeling van geschillen door middel van arbitrage

§ 1. De geschillen omtrent de uitlegging of toepassing van het Verdrag, dat als nationale wet of als verdragsrecht rechtskracht heeft, en van de door bepaalde bij het Verdrag partij zijnde Staten uitgevaardigde bijkomende bepalingen enerzijds en de in artikel 59, § 4, bedoelde bijzondere overeenkomsten anderzijds, kunnen op verzoek van partijen worden voorgelegd aan scheidsgerichten, waarvan de samenstelling en de procedure het onderwerp vormen van Bijlage X van dit Verdrag.

§ 2. Bij geschillen tussen Staten binden evenwel de bepalingen van Bijlage X partijen niet en kunnen deze vrijelijk de samenstelling van het scheidsgerecht en de scheidsrechterlijke procedure regelen.

§ 3. Op verzoek van partijen kunnen bij een scheidsgerecht ahangig worden gemaakt:

a) onverminderd de regeling van geschillen uit hoofde van andere wettelijke bepalingen:

- 1° geschillen tussen bij het Verdrag partij zijnde Staten;
- 2° geschillen tussen bij het Verdrag partij zijnde Staten enerzijds en niet bij het Verdrag partij zijnde Staten anderzijds;
- 3° geschillen tussen niet bij het Verdrag partij zijnde Staten, mits in de laatste twee gevallen het Verdrag toepasselijk is als nationale wet of als verdragsrecht;

- b) geschillen tussen vervoerondernemingen;
- c) geschillen tussen vervoerondernemingen en gebruikers;
- d) geschillen tussen gebruikers.

§ 4. De voorwaarden voor schorsing en stuiting der verjaring van de rechtsvorderingen voortvloeiende uit een internationale vervoerovereenkomst, die het onderwerp vormt van een scheidsrechterlijke procedure aanhangig gemaakt volgens dit artikel, worden bepaald door het nationale recht van de gewone rechter, waar de vordering zou moeten worden ingesteld.

§ 5. De uitspraken van de scheidsgerechten tegen de vervoerondernemingen of de gebruikers kunnen in elk van de bij het Verdrag partij zijnde Staten ten uitvoer worden gelegd, zodra in de Staat, waar de tenuitvoerlegging moet geschieden, de voorgeschreven formaliteiten zijn vervuld.

TITEL V

UITZONDERINGSBEPALINGEN

Artikel 61

Tijdelijke afwijkingen

§ 1. Indien door de economische en financiële toestand van een Staat de toepassing van de bepalingen van Titel III, Hoofdstuk III van het Verdrag ernstige moeilijkheden zou kunnen opleveren, kan elke Staat door middel van tariefbepalingen of door overheidsmaatregelen, zoals aan de spoorwegen gegeven algemene of bijzondere machtigingen, van de artikelen 17, 19 en 21 van dit Verdrag afwijken, door voor een bepaald verkeer te besluiten:

a) dat zendingen bij vertrek uit de Staat moeten worden gefrankeerd:

- 1° tot zijn grenzen, of
- 2° ten minste tot zijn grenzen;

b) dat zendingen bestemd voor deze Staat bij vertrek moeten worden gefrankeerd:

- 1° ten minste tot zijn grenzen, voor zover de Staat van vertrek de beperking sub a) 1° niet toepast, of
- 2° ten hoogste tot zijn grenzen;

c) dat zendingen, afkomstig van of bestemd voor deze Staat, met geen enkel remboursement mogen worden belast en dat voorschotten niet zijn toegelaten of dat remboursements en voorschotten slechts binnen bepaalde grenzen zijn toegelaten;

d) dat de afzender de vervoerovereenkomst niet mag wijzigen met betrekking tot het land van bestemming, de frankering en het remboursement.

§ 2. De Staten kunnen onder dezelfde voorwaarden door aan de spoorwegen gegeven algemene of bijzondere machtigingen van de bepalingen van de artikelen 17, 19, 21 en 22 van dit Verdrag afwijken, door voor hun wederzijdse betrekkingen te besluiten:

a) dat de regelen omtrent de betaling der kosten afzonderlijk worden vastgesteld, nadat de belanghebbende spoorwegen te dien opzichte overeenstemming hebben bereikt.

Deze regelen mogen geen frankeringsvoorschriften bevatten, die niet zijn genoemd in artikel 17;

b) dat bepaalde verzoeken tot wijziging van de vervoerovereenkomst niet zijn geoorloofd.

§ 3. De overeenkomstig de §§ 1 en 2 genomen maatregelen moeten aan het Centraal Bureau worden medegedeeld.

De in § 1 genoemde maatregelen treden niet eerder in werking dan acht dagen na dagtekening van de brief, waarmede het Centraal Bureau de maatregel ter kennis van de overige Staten heeft gebracht.

De in § 2 genoemde maatregelen treden niet eerder in werking dan twee dagen na de datum, waarop zij in de belanghebbende Staten openbaar zijn gemaakt.

§ 4. De genoemde maatregelen zijn niet van invloed op de zendingen, die onderweg zijn.

Artikel 62

Aansprakelijkheid bij spoor/zeeverkeer

§ 1. In het spoor/zeevervoer over de in artikel 2, § 1, bedoelde lijnen kan elke Staat, indien deze Staat de vermelding ervan verzoekt op de lijst der aan het Verdrag onderworpen lijnen, het geheel der hieronder genoemde gronden tot ontheffing der aansprakelijkheid toevoegen aan die, welke in artikel 27 zijn genoemd.

De vervoerder kan zich slechts op deze gronden beroepen, indien hij bewijst, dat het verlies, de beschadiging of de overschrijding van de leveringstermijn is ontstaan op het zeetraject vanaf de lading van het goed aan boord van het schip tot de lossing uit het schip.

Deze gronden tot ontheffing der aansprakelijkheid zijn de volgende:

a) handelingen, onachtzaamheid of nalatigheid van de kapitein, een lid van de bemanning, de loods of de ondergeschikten van de vervoerder, gepleegd bij de navigatie of de behandeling van het schip;

b) onzeewaardigheid van het schip, mits de vervoerder bewijst, dat deze onzeewaardigheid niet is te wijten aan een gebrek aan redelijke zorg zijnerzijds om het schip zeewaardig te maken, het behoort

lijk uit te rusten, te bemannen en te bevoorraden of om alle delen van het schip, waarin het goed wordt geladen, geschikt te maken en in goede staat te brengen, opdat zij kunnen dienen tot het ontvangen, het vervoeren en het bewaren van het goed;

c) brand, mits de vervoerder bewijst, dat deze niet is veroorzaakt door toedoen of schuld van hemzelf, de kapitein, een lid van de bemanning, de loods of zijn ondergeschikten;

d) gevaren of onheilen van de zee of andere bevaarbare wateren;

e) redding of poging tot redding ter zee van mensenlevens of goederen;

f) het laden van het goed op het dek van het schip, mits zulks is geschied met door de afzender op de vrachtbrief gegeven toestemming en het goed zich niet in een spoorwegwagon bevindt.

Door de hiervóór genoemde gronden tot ontheffing der aansprakelijkheid worden de algemene verplichtingen van de vervoerder geenszins opgeheven of verminderd, met name niet zijn verplichting een redelijke zorg aan te wenden om het schip zeewaardig te maken, het behoorlijk uit te rusten, te bemannen en te bevoorraden of om alle delen van het schip, waar het goed wordt geladen, geschikt te maken en in goede staat te brengen, opdat zij kunnen dienen tot het ontvangen, het vervoeren en het bewaren van het goed.

Wanneer de vervoerder zich beroept op de hiervoor genoemde gronden tot ontheffing der aansprakelijkheid, blijft hij niettemin aansprakelijk, indien de rechthebbende bewijst, dat de overschrijding van de leveringstermijn, het verlies of de beschadiging is te wijten aan een ander verzuim van de vervoerder, de kapitein, een lid der bemanning, de loods of zijn ondergeschikten, dan bedoeld onder letter a).

§ 2. Wanneer hetzelfde zeetraject door verschillende ondernemingen, ingeschreven op de in artikel 1 genoemde lijst, wordt bediend, moet het stelsel der op dit traject geldende aansprakelijkheid voor al deze ondernemingen gelijk zijn.

Bovendien moet, wanneer deze ondernemingen op verzoek van verschillende Staten op de lijst zijn ingeschreven, omtrent de toepassing van dit stelsel vooraf een overeenkomst tussen deze Staten worden getroffen.

§ 3. De overeenkomstig dit artikel getroffen maatregelen moeten ter kennis van het Centraal Bureau worden gebracht. Zij treden niet eerder in werking dan na afloop van een termijn van 30 dagen na de dagtekening van de brief, waarmede het Centraal Bureau deze maatregelen ter kennis van de overige Staten heeft gebracht.

De genoemde maatregelen zijn niet van invloed op de zendingen, die onderweg zijn.

TITEL VI

SLOTBEPALINGEN

Artikel 63

Ondertekening

Dit Verdrag, waarvan de Bijlagen een wezenlijk deel vormen, blijft tot 1 Maart 1953 opengesteld voor ondertekening door de Staten, die uitgenodigd werden om zich te doen vertegenwoordigen op de Gewone Herzieningsconferentie.

Artikel 64

Bekrachtiging. Inwerkingtreding

Dit Verdrag zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk bij de Zwitserse Regering worden nedergelegd.

Wanneer dit Verdrag door vijftien Staten is bekrachtigd, zal de Zwitserse Regering zich in verbinding stellen met de belanghebbende Regeringen, teneinde met hen de mogelijkheid te onderzoeken het Verdrag in werking te doen treden.

Artikel 65

Toetreding tot het Verdrag

§ 1. Elke Staat, die dit Verdrag niet heeft ondertekend en tot toetreding wenst over te gaan, richt zijn aanvraag tot de Zwitserse Regering, die hiervan aan alle bij het Verdrag partij zijnde Staten mededeling doet, onder overlegging van een uiteenzetting van het Centraal Bureau over de met betrekking tot het internationale verkeer heersende toestand bij de spoorwegen van de Staat, die de aanvraag heeft ingediend.

§ 2. Tenzij binnen zes maanden na de datum, waarop deze mededeling is verzonden, ten minste twee Staten hun verzet ter kennis van de Zwitserse Regering hebben gebracht, wordt de aanvraag van rechtswege ingewilligd; de Zwitserse Regering geeft hiervan kennis aan de Staat, die de aanvraag heeft ingediend, en aan alle bij het Verdrag partij zijnde Staten.

In het tegenovergestelde geval brengt de Zwitserse Regering ter kennis van alle bij het Verdrag partij zijnde Staten en van de Staat, die de aanvraag heeft ingediend, dat het onderzoek van de aanvraag is aangehouden.

§ 3. Elke toelating treedt in werking een maand na de datum, waarop de Zwitserse Regering de kennisgeving heeft verzonden, of indien bij afloop van deze termijn het Verdrag nog niet in werking is getreden, op de datum waarop zulks het geval is.

Artikel 66

Duur van de verbintenissen van de tot dit Verdrag
toegetreden Staten

§ 1. De duur van dit Verdrag is onbepaald. Elke bij het Verdrag partij zijnde Staat kan zich evenwel terugtrekken onder de volgende voorwaarden:

Het Verdrag heeft voor elke partij zijnde Staat rechtskracht tot de 31e December van het vijfde jaar, volgende op zijn inwerkingtreding. Elke Staat, die zich na afloop van dit tijdvak wil terugtrekken, moet zijn voornemen ten minste een jaar van tevoren ter kennis brengen van de Zwitserse Regering, die hiervan mededeling doet aan alle bij het Verdrag partij zijnde Staten.

Bij gebreke van kennisgeving binnen de genoemde termijn, wordt de verbintenis van rechtswege verlengd met een tijdvak van drie jaren, en zo vervolgens telkens voor drie jaren, wanneer niet ten minste een jaar vóór de 31e December van het laatste jaar der driejaarlijkse tijdvakken opzegging heeft plaats gehad.

§ 2. De Staten, die in de loop van het vijfjaarlijkse tijdvak of van een der driejaarlijkse tijdvakken tot het Verdrag zijn toegelaten, zijn verbonden tot het einde van dit tijdvak en vervolgens tot het einde van elk der volgende tijdvakken, voor zover zij niet ten minste een jaar vóór afloop van een dier tijdvakken hun verbintenis hebben opgezegd.

Artikel 67

Herziening van het Verdrag

§ 1. Uiterlijk vijf jaren na de inwerkingtreding van dit Verdrag komen de afgevaardigden van de partij zijnde Staten op uitnodiging van de Zwitserse Regering bijeen voor de herziening van het Verdrag.

Indien een daartoe strekkend verzoek door ten minste een derde van het aantal bij het Verdrag partij zijnde Staten wordt gedaan, wordt een Conferentie vóór dat tijdstip bijeengeroepen.

In overeenstemming met de meerderheid van de bij het Verdrag partij zijnde Staten nodigt de Zwitserse Regering eveneens niet partij zijnde Staten uit.

In overeenstemming met de meerderheid van de bij het Verdrag partij zijnde Staten nodigt het Centraal Bureau tot bijwoning van de Conferentie uit vertegenwoordigers van:

- a) internationale gouvernementele organisaties, die op het gebied van het vervoer bevoegd zijn;
- b) internationale niet-gouvernementele organisaties, die op het gebied van het vervoer werkzaam zijn.

De deelneming aan de beraadslagingen door de niet bij het Verdrag partij zijnde Staten, alsmede door de in de vierde alinea genoemde

internationale organisaties, wordt voor elke Conferentie geregeld in het reglement der beraadslagingen.

In overeenstemming met de meerderheid van de bij het Verdrag partij zijnde Staten kan het Centraal Bureau vóór de gewone en buitengewone herzieningsconferenties Commissies bijeenroepen voor voorafgaand onderzoek van de wijzigingsvoorstellen. De bepalingen van Bijlage VI zijn op overeenkomstige wijze op deze Commissies van toepassing.

§ 2. Door de inwerkingtreding van het uit een herzieningsconferentie voortvloeiende nieuwe Verdrag verliest het voorafgaande Verdrag zijn rechtskracht, zelfs ten opzichte van de bij het voorafgaande Verdrag partij zijnde Staten, die het nieuwe Verdrag niet zouden bekrachtigen.

§ 3. In het tijdvak tussen de herzieningsconferenties kunnen de artikelen 3, 4, 6, 13, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 47, 48, 49, 52 en de Bijlagen II, III, IVa, IVb, IX en X door een Herzieningscommissie aan de ontwikkeling van de behoeften worden aangepast. De organisatie en de werkwijze van deze Commissie vormen het onderwerp van Bijlage VI van dit Verdrag.

De beslissingen van de Herzieningscommissie worden door bemiddeling van het Centraal Bureau onverwijld ter kennis van de Regeringen van de bij het Verdrag partij zijnde Staten gebracht. Zij worden als aangenomen beschouwd, tenzij binnen drie maanden na de dag der kennisgeving ten minste vijf Regeringen hiertegen bezwaar hebben ingebracht. Zij treden in werking op de eerste dag van de zesde maand, volgende op die, waarin het Centraal Bureau ze ter kennis van de Regeringen van de bij het Verdrag partij zijnde Staten heeft gebracht. Deze dag wordt door het Centraal Bureau in de kennisgeving van de beslissingen vermeld.

§ 4. Teneinde:

a) de Voorschriften omtrent de stoffen en voorwerpen, die van het vervoer zijn uitgesloten of voorwaardelijk ten vervoer worden toegelaten (Bijlage I),

b) het Internationaal Reglement betreffende het vervoer van wagens van particulieren (Bijlage VII) en

c) het Internationaal Reglement betreffende het vervoer van laadkisten (Bijlage VIII)

aan de behoeften aan te passen, worden Commissies van deskundigen ingesteld, waarvan de organisatie en de werkwijze zijn geregeld in een statuut, dat het onderwerp uitmaakt van Bijlage VI van dit Verdrag.

De beslissingen van de Commissies van deskundigen worden door bemiddeling van het Centraal Bureau onverwijld ter kennis van de Regeringen van de bij het Verdrag partij zijnde Staten gebracht. Zij

worden als aangenomen beschouwd, tenzij binnen drie maanden na de dag der kennisgeving ten minste vijf Regeringen hiertegen bezwaren hebben ingebracht. Zij treden in werking op de eerste dag van de derde maand, volgende op die, waarin het Centraal Bureau ze ter kennis van de Regeringen van de bij het Verdrag partij zijnde Staten heeft gebracht. Deze dag wordt door het Centraal Bureau in de kennisgeving van de beslissingen vermeld.

Artikel 68

Teksten van het Verdrag. Officiële vertalingen

Dit Verdrag is naar gevestigd diplomatiek gebruik in de Franse taal gesloten en ondertekend.

Bij de Franse tekst zijn een Duitse, een Engelse en een Italiaanse tekst gevoegd, die de waarde van officiële vertalingen hebben.

Bij gebreke van overeenstemming is de Franse tekst beslissend.

TEN BLIJKE WAARVAN de hierna genoemde gevolmachtigden, voorzien van volmachten welke in goede en behoorlijke vorm werden bevonden, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te Bern, de vijf en twintigste October negentienhonderd twee en vijftig, in een enkel exemplaar, dat in het archief van de Zwitserse Bondsstaat zal worden nedergelegd en waarvan een authentiek afschrift aan elk der Partijen zal worden gezonden.

(Zie voor de ondertekeningen *Trb.* 1953, 66, blz. 55 e.v.)

BIJLAGE I

(Artikelen 3 en 4)

Voorschriften omtrent de stoffen en voorwerpen, die van het vervoer zijn uitgesloten of voorwaardelijk ten vervoer worden toegelaten

(Tekst onderworpen aan een bijzondere herzieningsprocedure)

INTERNATIONAAL VERVOER PER SPOORWEG

VRACHTBRIEF ¹⁾

VRACHTGOED

Vrijmaking te	Verzonden met bestemming
over	
Nummer van de zending	

Contrôle-stempel	Aanduiding van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt
------------------	--

Wagens				Normaal draagvermogen of bodemoppervlakte van de wagen	Naam van de geadresseerde
Type *	Nummer	Eigendomsmerk	Eigen gewicht van particuliere wagens		
					Adres
					te (plaats en land)
* het desbetreffende teken invullen:					Station van bestemming
C = gesloten wagen					
D = open wagen					
Sp = bijzondere wagen					
P = particuliere wagen					
Eventuele aanduiding: „station restante” of „bestellen”					
Spoorweg van afzending			Spoorweg van bestemming		
Geladen door (spoorweg of afzender)					

Toe te passen tarieven en te volgen route

Verklaring omtrent de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten. Aanduiding van de bijgevoegde stukken. Aantal en omschrijving van loden en andere sluitingen. Eventuele aanwijzing van gevolmachtigde. Verklaring van de afzender omtrent het beschikkingsrecht van de geadresseerde. Overige in wetten of reglementen vermelde verklaringen, zoals erkenning van het ontbreken of de gebrekkige toestand der verpakking, toestemming van de afzender om het goed op het dek van het schip te laden, enz.

Belang bij de aflevering	Munteenheid	In cijfers	Voluit in letterschrift

Voorschot, remboursement

Specificatie

	In cijfers	Voluit in letterschrift
Voorschot		
Remboursement		

Naam en adres van de afzender: de 19

Handtekening

Stempel van het station van afzending	Weegstempel	Stempel van het station van bestemming
		Nummer van aankomst

De dik-omlijnde gedeelten moeten door de spoorweg, de overige door de afzender worden ingevuld. De afzender moet de niet gebruikte vakken doorhalen.

¹⁾ Dit vervoer is onderworpen aan het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM).

Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenheidsprijs	Te betalen door afzender	Specificatie van de kosten				Te ontvangen van geadresseerde	Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenheidsprijs	Specificatie van de kosten				Te ontvangen van geadresseerde	Stempels van de overgangsstations		
				Omrekeningskoers en -datum								Omrekeningskoers en -datum					1		
kg				Premie voor aangifte van belang bij de aflevering					kg			Transport					2		
				Voorschot													3		
				Remboursement													4		
				Remboursement-provisie													5		
				Vracht tot													6		
				Transporteren													7		
Gereserveerd voor aanduidingen, genoemd in art. 7, § 2, CIM, enz.									Gereserveerd voor inlichtingen overeenkomstig art. 6, § 11, CIM										

INTERNATIONAAL VERVOER PER SPOORWEG

DUPLICAAT

VRACHTBRIEF ¹⁾

VRACHTGOED

Vrijmaking te	Verzonden met bestemming
over	
Nummer van de zending	

Naam van de geadresseerde

Wagens				Normaal draagvermogen of bodemoppervlakte van de wagen
Type *	Nummer	Eigendomsmerk	Eigen gewicht van particuliere wagens	

Adres

te (plaats en land)

* het desbetreffende teken invullen:

- C = gesloten wagen
- D = open wagen
- Sp = bijzondere wagen
- P = particuliere wagen

Station van bestemming

Eventuele aanduiding: „station restante” of „bestellen”

Spoorweg van afzending

Spoorweg van bestemming

Geladen door (spoorweg of afzender)

De dik-omlijnde gedeelten moeten door de spoorweg, de overige door de afzender worden ingevuld. De afzender moet de niet gebruikte vakken doortraaien.

Adres of merken en nummers	Aantal	Aard van de verpakking	Omschrijving van het goed	Werkelijk bruto-gewicht kg

Contrôle-stempel	Aanduiding van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt

Toe te passen tarieven en te volgen route

Verklaring omtrent de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten. Aanduiding van de bijgevoegde stukken. Aantal en omschrijving van loden en andere sluitingen. Eventuele aanwijzing van gevolmachtigde. Verklaring van de afzender omtrent het beschikkingsrecht van de geadresseerde. Overige in wetten of reglementen vermelde verklaringen, zoals erkenning van het ontbreken of de gebrekkige toestand der verpakking, toestemming van de afzender om het goed op het dek van het schip te laden, enz.

Belang bij de aflevering	Munteenheid	In cijfers	Voluit in letterschrift

Voorschot, remboursement

Specificatie

In cijfers	Voluit in letterschrift

Naam en adres van de afzender: de 19.....

Handtekening

Stempel van het station van afzending	Weegstempel	Stempel van het station van bestemming
		Nummer van aankomst

¹⁾ Dit vervoer is onderworpen aan het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM).

INTERNATIONAAL VERVOER PER SPOORWEG

DUPLICAAT
VRACHTBRIEF¹⁾
SNELGOED

Vrijmaking te	Verzonden met bestemming
over	
Nummer van de zending	

Naam van de geadresseerde

Wagens				Normaal draagvermogen of bodempoppervlakte van de wagen
Type *	Nummer	Eigendomsmerk	Eigen gewicht van particuliere wagens	

Adres

te (plaats en land)

Station van bestemming

* het desbetreffende teken invullen:

- C = gesloten wagen
- D = open wagen
- Sp = bijzondere wagen
- P = particuliere wagen

Eventuele aanduiding: „station restante” of „bestellen”

Spoorweg van afzending

Spoorweg van bestemming

Geladen door (spoorweg of afzender)

De dik-omlijnde gedeelten moeten door de spoorweg, de overige door de afzender worden ingevuld. De afzender moet de niet gebruikte vakken doorhalen.

Adres of merken en nummers	Aantal	Aard van de verpakking	Omschrijving van het goed	Werkelijk bruto-gewicht kg

¹⁾ Dit vervoer is onderworpen aan het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM).

Contrôle-stempel	Aanduiding van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt
------------------	--

Toe te passen tarieven en te volgen route

Verklaring omtrent de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten. Aanduiding van de bijgevoegde stukken. Aantal en omschrijving van loden en andere sluitingen. Eventuele aanwijzing van gevolmachtigde. Verklaring van de afzender omtrent het beschikkingsrecht van de geadresseerde. Overige in wetten of reglementen vermelde verklaringen, zoals erkenning van het ontbreken of de gebrekkige toestand der verpakking, toestemming van de afzender om het goed op het dek van het schip te laden, enz.

Belang bij de aflevering	Munteenheid	In cijfers		Voluit in letterschrift	

Voorschot, remboursement

Specificatie

	In cijfers	Voluit in letterschrift
Voorschot		
Remboursement		

Naam en adres van de afzender:

..... de 19.....

Handtekening

Stempel van het station van afzending	Weegstempel	Stempel van het station van bestemming
		Nummer van aankomst

Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenhedsprijs	Te betalen door afzender	Specificatie van de kosten				Te ontvangen van geadresseerde	Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenhedsprijs	Specificatie van de kosten				Te ontvangen van geadresseerde	Stempels van de overgangsstations		
				Omrekeningskoers en -datum								Omrekeningskoers en -datum					1	2	
kg				Premie voor aangifte van belang bij de aflevering					kg			Transport						1	
				Voorschot														2	
				Remboursement														3	
				Remboursement-provisie														4	
				Vracht tot														5	
				Transporteren														6	
Gereserveerd voor aanduidingen, genoemd in art. 7, § 2, CIM, enz.									Gereserveerd voor inlichtingen overeenkomstig art. 6, § 11, CIM									7	

INTERNATIONAAL VERVOER PER SPOORWEG

VRACHTBRIEF¹⁾
SNELGOED

Vrijmaking te	Verzonden met bestemming
over	
Nummer van de zending	

Contrôle-stempel	Aanduiding van de kosten, die de afzender voor zijn rekening neemt
.....	
.....	

Wagens				Normaal draagvermogen of bodemoppervlakte van de wagen	Naam van de geadresseerde
Type *	Nummer	Eigendomsmerk	Eigen gewicht van particuliere wagens		
					Adres
* het desbetreffende teken invullen:					Station van bestemming
C = gesloten wagen D = open wagen Sp = bijzondere wagen P = particuliere wagen					
Eventuele aanduiding: „station restante” of „bestellen”					
Spoorweg van afzending			Spoorweg van bestemming		
Geladen door (spoorweg of afzender)					

Toe te passen tarieven en te volgen route

.....

.....

Verklaring omtrent de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten. Aanduiding van de bijgevoegde stukken. Aantal en omschrijving van loden en andere sluitingen. Eventuele aanwijzing van gevolmachtigde. Verklaring van de afzender omtrent het beschikkingsrecht van de geadresseerde. Overige in wetten of reglementen vermelde verklaringen, zoals erkenning van het ontbreken of de gebrekkige toestand der verpakking, toestemming van de afzender om het goed op het dek van het schip te laden, enz.

.....

Belang bij de aflevering	Munteenheid	In cijfers	Voluit in letterschrift
	

Voorschot, remboursement

Specificatie

Voorschot	In cijfers	Voluit in letterschrift

Remboursement	In cijfers	Voluit in letterschrift

Naam en adres van de afzender: de 19

Handtekening

Stempel van het station van afzending	Weegstempel	Stempel van het station van bestemming
		Nummer van aankomst

De dik-omlijnde gedeelten moeten door de spoorweg, de overige door de afzender worden ingevuld. De afzender moet de niet gebruikte vakken doorhalen.

¹⁾ Dit vervoer is onderworpen aan het Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM).

Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenhedsprijs	Te betalen door afzender	Specificatie van de kosten	Te ontvangen van geadresseerde	Gewicht voor de vrachtberekening	Tarief	Eenhedsprijs	Specificatie van de kosten	Te ontvangen van geadresseerde	Stempels van de overgangsstations
				Omrekeningskoers en -datum					Omrekeningskoers en -datum		
kg				Premie voor aangifte van belang bij de aflevering		kg			Transport		1
				Voorschot							2
				Remboursement							3
				Remboursement-provisie							4
				Vracht tot							5
											6
				Transporteren							7
Gereserveerd voor aanduidingen, genoemd in art. 7, § 2, CIM, enz.						Gereserveerd voor inlichtingen overeenkomstig art. 6, § 11, CIM					

BIJLAGE III

(Artikel 12)

Ontbreken of gebrekkige toestand van de verpakking

ALGEMENE VERKLARING

Het station van de spoor-
weg(en) neemt op mijn verzoek van heden af de hierna omschreven
goederen ten vervoer aan, die ik zal aanbieden ter verzending als:

vrachtgoed *)

snelgoed *)

expresgoed *)

.....
.....
.....
Ik erken, dat, wanneer het vervoerdocument naar deze verklaring
verwijst, deze goederen ten vervoer zijn aangeboden:

onverpakt *)

met gebrekkige verpakking, waarvan de beschrijving volgt *)

....., de 19.....
(Handtekening)

*) De niet toepasselijke aanduidingen doorhalen.

**Wijzigingen van de vervoerovereenkomst
door de afzender**

Ik verzoek aan het station ¹⁾ van de spoorweg(en) in de vervoerovereenkomst betreffende de hierna aangeduide zending:

Merken en nummers	Aantal	Aard der verpakking	Omschrijving van het goed	Gewicht in kg

die ten vervoer is aangeboden met $\frac{\text{vracht}}{\text{snel}}$ goedvrachtbrief van 19..... aan het adres van te de volgende wijzigingen aan te brengen *):

- 1° haar op het station van afzending terug te geven aan de afzender;
- 2° haar onderweg op te houden in afwachting van nadere aanwijzingen;
- 3° de aflevering uit te stellen in afwachting van nadere aanwijzingen;
- 4° haar af te leveren aan te
- 5° haar als $\frac{\text{vracht}}{\text{snel}}$ goed te verzenden aan te, station van de spoorweg(en);
- 6° haar als $\frac{\text{vracht}}{\text{snel}}$ goed terug te zenden naar het station van afzending aan
- 7° haar niet af te leveren dan tegen betaling van een remboursement van

in cijfers	voluit in letterschrift

- 8° haar af te leveren, niet tegen betaling van het op de vrachtbrief vermelde remboursement, doch van een remboursement van

in cijfers	voluit in letterschrift

1) Hier het station van afzending vermelden.

*) De niet toepasselijke aanduidingen doorhalen.

- 9° haar af te leveren zonder inning van het remboursement;
 10° haar af te leveren franco

....., de 19.....
 (Handtekening)

Aan het station van de spoor-
 weg(en).

Bovengenoemde opdrachten worden overgelegd ter uitvoering onder de voorwaarden van artikel 23, § 1, van het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van goederen per spoorweg (CIM). Zij zijn op de door de afzender overgelegde duplicaat-vrachtbrief weergegeven. Het aan de afzender met betrekking tot het remboursement afgegeven bewijsstuk is gewijzigd
ingetrokken. Deze verklaring heeft betrekking op ons telegram No/
 op onze telefonische mededeling van

....., de 19.....
 De Stationschef.

**Wijzigingen van de vervoerovereenkomst
door de geadresseerde**

Ik verzoek aan het station ¹⁾ van de
spoorweg(en) in de vervoerovereenkomst betreffende de hierna aan-
geduide zending:

Merken en nummers	Aantal	Aard der verpakking	Omschrijving van het goed	Gewicht in kg

die ten vervoer is aangeboden met $\frac{\text{vracht}}{\text{snel}}$ goedvrachtbrief van

..... 19... door
te aan het adres van
te de volgende wijzigingen aan te brengen*):

- 1° haar onderweg op te houden in afwachting van nadere aanwijzingen;
- 2° de aflevering uit te stellen in afwachting van nadere aanwijzingen;
- 3° haar af te leveren aan te
- 4° de door de douane of andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten te vervullen met

mijn medewerking

medewerking van mijn gevolmachtigde;

- 5° haar als $\frac{\text{vracht}}{\text{snel}}$ goed te verzenden aan
te, station van de
spoorweg(en).

....., de 19.....

(Handtekening)

Aan het station van de spoorweg(en).

Bovengenoemde opdrachten worden overgelegd ter uitvoering onder de voorwaarden van artikel 23, § 1, van het Internationaal Verdrag betreffende het vervoer van goederen per spoorweg (CIM). Deze verklaring heeft betrekking op ons telegram No. / op onze telefonische mededeling van

....., de 19.....

De Stationschef,

1) Hier het station van bestemming of het station van binnenkomst in het land van bestemming aangeven.

*) De niet toepasselijke aanduidingen doorhalen.

BIJLAGE V ¹⁾

(Artikel 57)

Reglement betreffende het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg

Artikel 1

§ 1. Het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg heeft zijn zetel te Bern en staat onder auspiciën van de Zwitserse Regering.

Het toezicht op zijn administratieve en financiële werkzaamheid wordt uitgeoefend binnen het kader van de bepalingen van artikel 57 van het Verdrag en berust bij een Commissie van Beheer.

Te dien einde is de Commissie van Beheer belast:

a) toe te zien op de juiste toepassing door het Centraal Bureau van de Verdragen, alsmede van de overige uit de herzieningsconferenties voortvloeiende teksten en, indien daartoe aanleiding bestaat, aanbevelingen te doen voor het nemen van maatregelen, die de toepassing van deze Verdragen en teksten kunnen vergemakkelijken;

b) met redenen omklede adviezen te geven over vragen, die van belang kunnen zijn voor de werkzaamheden van het Centraal Bureau en die haar worden voorgelegd door een bij het Verdrag partij zijnde Staat of door de directeur van het bureau.

§ 2. *a)* De Commissie van Beheer houdt haar bijeenkomsten te Bern. Zij bestaat uit negen leden, die uit de bij het Verdrag partij zijnde Staten worden gekozen.

b) De Zwitserse Bondsstaat heeft een permanente zetel in de Commissie en voorziet in het voorzitterschap. De overige leden worden benoemd voor vijf jaren. De diplomatieke Conferentie, die krachtens artikel 64 van het Verdrag met de inwerkingstelling van het Verdrag is belast, wijst, rekening houdende met een billijke geografische verdeling, de Staten aan, die voor het eerste vijfjaarlijkse tijdvak deel uitmaken van de Commissie. Zij stelt de bepalingen vast, die de samenstelling van de Commissie voor latere tijdvakken regelen.

c) Indien onder de leden-Staten een zetel vrijkomt, wijst de Commissie van Beheer zelve een andere bij het Verdrag partij zijnde Staat aan om de opgevallen zetel te bezetten.

d) Elke Staat, die van de Commissie van Beheer deel uitmaakt wijst als zijn vertegenwoordiger in de Commissie een persoon aan, die op grond van zijn ervaring in internationale vervoervraagstukken hiertoe geschikt is.

e) De Commissie van Beheer stelt haar huishoudelijk reglement vast en stelt zich zelf in.

1) Deze Bijlage is vastgesteld te Bern op 11 April 1953. Zie hiervóór, blz. 1.

Zij houdt ten minste éénmaal per jaar een gewone bijeenkomst; zij houdt bovendien buitengewone bijeenkomsten, wanneer drie van haar leden daarom verzoeken.

Het Centraal Bureau verzorgt het secretariaat van de Commissie van Beheer.

De processen-verbaal van de zittingen van de Commissie van Beheer worden aan alle bij het Verdrag partij zijnde Staten gezonden.

f) De werkzaamheden als vertegenwoordiger van een Staat, welke deel van de Commissie uitmaakt, worden niet vergoed en de daaruit voortvloeiende reis- en verblijfkosten komen ten laste van de desbetreffende Staat.

§ 3. a) De Commissie van Beheer stelt het reglement betreffende de organisatie, de werkwijze en de rechtspositie van het personeel van het Centraal Bureau vast. De Zwitserse Regering legt haar daartoe een ontwerp voor.

b) De Commissie van Beheer benoemt de directeur, de onderdirecteur en de raadsleden van het Centraal Bureau; de Zwitserse Regering legt haar de desbetreffende voorstellen voor. Bij deze benoemingen houdt de Commissie van Beheer meer in het bijzonder rekening met de bekwaamheid van de kandidaten en met een billijke geografische verdeling.

c) De Commissie van Beheer keurt, rekening houdende met de bepalingen van het hiernavolgende artikel 2, de jaarlijkse begroting van het Centraal Bureau goed, alsmede het jaarverslag.

De contrôle op de rekening en verantwoording van het Centraal Bureau, die binnen het kader van de begroting uitsluitend betrekking heeft op de overeenstemming tussen de boekhouding en de daarbij behorende bescheiden, wordt uitgeoefend door de Zwitserse Regering. Deze legt de rekening en verantwoording, vergezeld van een rapport, over aan de Commissie van Beheer.

De Commissie van Beheer brengt ter kennis van de bij het Verdrag partij zijnde Staten, tezamen met het jaarverslag en de jaarlijkse rekening en verantwoording van het Centraal Bureau, haar beslissingen, besluiten en aanbevelingen.

d) De Commissie van Beheer dient ten minste twee maanden vóór de opening bij een herzieningsconferentie een verslag in over het geheel van haar werkzaamheden sedert de voorafgaande Conferentie.

Artikel 2

§ 1. De kosten van het Centraal Bureau worden door de bij het Verdrag partij zijnde Staten gedragen naar evenredigheid van de lengte der spoorlijnen of trajecten waarop het Verdrag van toepassing is. De bijdrage voor scheepvaartlijnen in de uitgaven wordt evenwel bepaald naar evenredigheid van de halve lengte hunner trajecten. De bijdrage van elke Staat is ten hoogste 1,40 frank

per kilometer. Bij wijze van uitzondering kan deze bijdrage, na overeenstemming tussen de belanghebbende Regeringen en het Centraal Bureau en met goedkeuring van de Commissie van Beheer, met ten hoogste vijftig procent worden verlaagd voor de lijnen, die onder bijzondere voorwaarden worden geëxploiteerd. Het bedrag van de jaarlijkse bijdrage per kilometer wordt elk jaar vastgesteld — het Centraal Bureau gehoord — door de Commissie van Beheer. De bijdrage wordt steeds in haar geheel geïnd. Wanneer de werkelijke uitgaven van het Centraal Bureau lager zijn dan het bedrag van de op deze grondslag berekende bijdrage, wordt het verschil in een reservefonds gestort.

§ 2. Tegelijk met de toezending van het jaarverslag en de jaarlijkse rekening en verantwoording, nodigt het Centraal Bureau de bij het Verdrag partij zijnde Staten uit hun bijdrage in de uitgaven over het afgelopen jaar te storten. De Staat, die op 1 October zijn bijdrage niet heeft gestort, wordt ten tweeden male uitgenodigd zulks te doen. Indien ook deze aanmaning zonder gevolg blijft, wordt zij door het Centraal Bureau in het begin van het volgende jaar herhaald bij gelegenheid van de toezending van het verslag over het afgelopen jaar. Indien op 1 Juli daaropvolgende met deze herhaalde aanmaning geen rekening is gehouden, worden bij de in gebreke zijnde Staat ten vierden male stappen ondernomen, om deze tot betaling van de twee achterstallige jaarlijkse bijdragen te bewegen. Indien ook deze poging zonder gevolg blijft, deelt het Centraal Bureau drie maanden daarna aan deze Staat mede, dat, indien de verwachte storting niet is verricht vóór het einde van het jaar, het verzuim zal worden uitgelegd als een stilzwijgende wilsverklaring om zich uit het Verdrag terug te trekken. Wanneer vóór 31 December deze laatste stap zonder gevolg blijft, gaat het Centraal Bureau, akte nemende van de door de in gebreke zijnde Staat stilzwijgend uitgedrukte wil zich uit het Verdrag terug te trekken, over tot doorhaling van de lijnen van deze Staat op de lijst van de lijnen, die toegelaten zijn voor het internationale vervoer.

§ 3. De niet geïnde bedragen moeten, voorzover mogelijk, worden gedekt uit de gewone middelen, waarover het Centraal Bureau de beschikking heeft en kunnen over vier jaren worden verdeeld. Het gedeelte van het tekort, dat niet op deze wijze kan worden gedekt, wordt op een bijzondere rekening gebracht ten laste van de overige bij het Verdrag partij zijnde Staten, in verhouding tot het aantal kilometers van de aan het Verdrag onderworpen lijnen ten tijde van de boeking op rekening en wel in de mate, waarin elk hunner over het tijdvak van twee jaar, voorafgaande aan het terugtrekken van de in gebreke zijnde Staat met laatstgenoemde partij was bij het Verdrag.

§ 4. De lijnen van de Staat, die onder de in § 2 hiervóór aangeduide voorwaarden zijn doorgehaald, kunnen slechts opnieuw tot

het internationale vervoer worden toegelaten, wanneer deze Staat vóóraf de bedragen, die deze voor de desbetreffende jaren verschuldigd is, betaalt; over deze bedragen wordt een rente van vijf procent gegeven te rekenen van het einde van de zesde maand, die verlopen is sedert de dag, waarop het Centraal Bureau de Staat voor de eerste maal heeft uitgenodigd de door deze verschuldigde bijdragen te betalen.

Artikel 3

§ 1. Het Centraal Bureau geeft een maandschrift uit, dat de voor de toepassing van het Verdrag noodzakelijke inlichtingen bevat, met name mededelingen met betrekking tot de lijst van de lijnen van spoorwegen en andere ondernemingen en de van het vervoer uitgesloten of voorwaardelijk ten vervoer toegelaten goederen, alsmede studies, waarvan het de opnemng nuttig acht.

§ 2. Het maandschrift is opgesteld in het Frans en in het Duits. Eén exemplaar wordt kosteloos toegezonden aan elke bij het Verdrag partij zijnde Staat en aan elke belanghebbende spoorweg. Voor de overige exemplaren moet een door het Centraal Bureau vastgestelde prijs worden betaald.

Artikel 4

§ 1. De uit het internationale vervoer voortvloeiende schuldvorderingen, die onbetaald zijn gebleven, kunnen door de onderneming, die recht heeft op betaling van deze vorderingen, ter kennis van het Centraal Bureau worden gebracht met het doel, dat dit de inning ervan zal vergemakkelijken. Te dien einde nodigt het Centraal Bureau de in gebreke zijnde vervoerondernemingen uit het verschuldigde bedrag te betalen of de gronden van haar weigering tot betaling aan te geven.

§ 2. Indien het Centraal Bureau van oordeel is, dat de aangegeven gronden de weigering voldoende rechtvaardigen, verwijst het partijen naar de bevoegde rechter of, indien partijen daarom verzoeken, naar het in artikel 60 van het Verdrag (Bijlage X) bedoelde scheidsgerecht.

§ 3. Wanneer het Centraal Bureau van oordeel is, dat het gehele of gedeeltelijke bedrag werkelijk verschuldigd is, kan het na ingewonnen advies van een deskundige verklaren, dat de in gebreke zijnde vervoeronderneming verplicht is de gehele of gedeeltelijke schuldvordering bij het Centraal Bureau te storten; het aldus gestorte bedrag moet ter beschikking worden gehouden tot de beslissing van de bevoegde rechter of van het in artikel 60 van het Verdrag (Bijlage X) bedoelde scheidsgerecht.

§ 4. Wanneer een vervoeronderneming binnen vijftien dagen geen gevolg heeft gegeven aan de aanmaning van het Centraal Bureau,

wordt haar een nieuwe ingebrekestelling gezonden, onder aanduiding van de uit haar weigering voortvloeiende gevolgen.

§ 5. Indien ook deze nieuwe ingebrekestelling zonder gevolg blijft, zendt het Centraal Bureau tien dagen na haar verzending aan de bij het Verdrag partij zijnde Staat, waartoe de vervoeronderneming behoort, een met redenen omkleed bericht en nodigt deze Staat uit de maatregelen te overwegen, die moeten worden genomen; met name zal aan deze Staat worden verzocht te onderzoeken, of de lijnen van de in gebreke zijnde onderneming op de lijst moeten worden gehandhaafd.

§ 6. Indien de bij het Verdrag partij zijnde Staat, waartoe de in gebreke zijnde vervoeronderneming behoort, verklaart, dat hij ondanks wanbetaling van oordeel is, dat deze onderneming niet van de lijst moet worden geschrapt of indien hij de mededeling van het Centraal Bureau gedurende zes weken onbeantwoord laat, wordt hij van rechtswege geacht het vermogen van de genoemde onderneming tot betaling van de uit het internationale vervoer voortvloeiende schuldvordering te waarborgen.

Artikel 5

Voor de bestrijding van de bijzondere kosten, die uit de in artikel 57, § 1, letters *d*) tot *f*), van het Verdrag genoemde werkzaamheden voortvloeien, wordt een vergoeding geheven. Het bedrag van deze vergoeding wordt op voorstel van het Centraal Bureau vastgesteld door de Commissie van Beheer.

Artikel 6

Overgangsbepaling

De eerste gewone bijeenkomst van de Commissie van Beheer, die door de Zwitserse Regering wordt bijeengeroepen, moet binnen twee maanden na de datum van inwerkingtreding van het Verdrag plaats vinden.

**Statuut van de Herzieningscommissie en de Commissies
van deskundigen****Artikel 1**

De Regeringen van de bij het Verdrag partij zijnde Staten delen hun voorstellen betreffende de onderwerpen, voor welke de Commissies bevoegd zijn, aan het Centraal Bureau voor het internationale vervoer per spoorweg mede; dit Bureau brengt de voorstellen onverwijld ter kennis van de overige partij zijnde Staten.

Artikel 2

Het Centraal Bureau nodigt de Commissies uit een zitting te houden telkenmale, wanneer de noodzaak daartoe zich doet gevoelen of op verzoek van ten minste vijf partij zijnde Staten.

Aan alle bij het Verdrag partij zijnde Staten wordt ten minste twee maanden van te voren van de zittingen van de Commissies kennis gegeven. De kennisgeving moet nauwkeurig vermelden de onderwerpen, waarvan opnemering in de agenda is verzocht.

Artikel 3

Alle bij het Verdrag partij zijnde Staten kunnen deelnemen aan de werkzaamheden van de Commissies.

Een Staat kan zich door een andere Staat doen vertegenwoordigen; een Staat kan echter niet meer dan twee andere Staten vertegenwoordigen.

Elke Staat draagt de kosten van zijn vertegenwoordigers.

Artikel 4

Het Centraal Bureau bereidt de behandeling van de vragen voor en neemt de secretariaatswerkzaamheden van de Commissies op zich.

De Directeur en de Onderdirecteur van het Centraal Bureau nemen deel aan de zittingen van de Commissies met raadgevende stem.

Artikel 5

In overeenstemming met de meerderheid der bij het Verdrag partij zijnde Staten nodigt het Centraal Bureau, tot het met raadgevende stem bijwonen van de zittingen van de Commissies, vertegenwoordigers uit van:

- a) niet bij het Verdrag partij zijnde Staten;
- b) internationale gouvernementele organisaties, welke op het gebied van het vervoer bevoegd zijn;
- c) internationale niet-gouvernementele organisaties, welke op het gebied van het vervoer werkzaam zijn.

De sub *b*) en *c*) genoemde organisaties worden uitgenodigd op voorwaarde van wederkerigheid.

Artikel 6

De Commissies zijn rechtsgeldig samengesteld, wanneer een derde van de bij het Verdrag partij zijnde Staten vertegenwoordigd is.

Artikel 7

De Commissies wijzen voor elke zitting een voorzitter en één of twee ondervoorzitters aan.

Artikel 8

De beraadslagingen worden in het Frans en in het Duits gehouden. De uiteenzettingen van de leden der Commissie worden onmiddellijk in een mondelinge vertaling samengevat. De tekst van de voorstellen en de mededelingen van de voorzitter worden in extenso vertaald.

Artikel 9

De stemming vindt plaats per delegatie en desgewenst bij oproeping; elke delegatie van een bij het Verdrag partij zijnde Staat, die ter zitting vertegenwoordigd is, heeft recht op één stem.

Een voorstel wordt slechts als aangenomen beschouwd, indien:

- a*) ten minste de helft van de ter Commissie aanwezige delegaties aan de stemming heeft deelgenomen;
- b*) de meerderheid van de stemmen ten gunste van het voorstel is uitgebracht.

Artikel 10

De processen-verbaal van de zittingen geven van de beraadslagingen een samenvatting in beide talen.

De voorstellen en besluiten moeten woordelijk in beide talen worden opgenomen. Wanneer met betrekking tot de besluiten zich verschillen tussen de Franse en de Duitse tekst van het proces-verbaal voordoen, is de Franse tekst beslissend.

De processen-verbaal worden zo spoedig mogelijk aan de leden toegezonden.

Indien de leden niet tijdens de zitting hun goedkeuring aan het proces-verbaal hechten, delen zij de eventuele verbeteringen binnen een redelijke termijn aan het secretariaat mede.

Artikel 11

De Commissies kunnen ter vergemakkelijking der werkzaamheden sub-commissies instellen; zij kunnen eveneens sub-commissies instellen, die belast zijn met de voorbereiding van bepaalde onderwerpen voor een latere zitting.

Elke sub-commissie wijst een voorzitter, een ondervoorzitter en, indien de behoefte zich daartoe doet gevoelen, een rapporteur aan. Voor het overige zijn de bepalingen van de artikelen 1 tot 5 en 8 tot 10 op analoge wijze van toepassing op de sub-commissies.

BIJLAGE VII

(Artikel 59, § 1)

**Internationaal Reglement betreffende het vervoer van wagens
van particulieren (RIP)**

(Tekst onderworpen aan een bijzondere
herzieningsprocedure)

BIJLAGE VIII

(Artikel 59, § 2)

**Internationaal Reglement betreffende het vervoer
van laadkisten (RiCo)**

(Tekst onderworpen aan een bijzondere
herzieningsprocedure)

BIJLAGE IX

(Artikel 59, § 3)

**Internationaal reglement betreffende het vervoer
van expresgoed (RIEx)**

§ 1. Als expresgoed worden slechts de goederen beschouwd, die op bijzonder snelle wijze en onder de voorwaarden van een internationaal tarief worden vervoerd.

Tot het vervoer als expresgoed kunnen slechts de goederen worden toegelaten, die normaal in de bagagewagen van reizigerstreinen kunnen worden geladen. De tarieven kunnen evenwel afwijkingen van deze regel bevatten.

§ 2. De in artikel 3 van dit Verdrag genoemde goederen zijn van het vervoer uitgesloten. De stoffen en voorwerpen, die in Bijlage I van het Verdrag zijn genoemd of die, waarop de bijzondere overeenkomsten, gesloten krachtens de bepalingen van artikel 4, § 2, van het Verdrag betrekking hebben, worden slechts tot het vervoer als expresgoed toegelaten, voor zover deze wijze van vervoer in genoemde Bijlage of in genoemde overeenkomsten uitdrukkelijk is vermeld. In de tarieven wordt bepaald of andere goederen eveneens van het vervoer kunnen worden uitgesloten of onder bepaalde voorwaarden tot het vervoer worden toegelaten.

§ 3. Expresgoed kan met een ander vervoerdocument dan de in artikel 6, § 1, van dit Verdrag vermelde vrachtbrief ten vervoer worden aangeboden. Het te gebruiken formulier en de aanduidingen, die daarop moeten of kunnen worden opgenomen, worden in de tarieven bepaald. In ieder geval moet dit document de volgende gegevens bevatten:

- a) de aanduiding van de stations van afzending en van bestemming;
- b) de naam en het adres van de afzender en van de geadresseerde;
- c) het aantal colli, de beschrijving van de verpakking en de vermelding van de aard der goederen;
- d) de vermelding van de documenten, die zijn bijgevoegd voor de vervulling van de door de douane en andere overheidsinstanties vereiste formaliteiten.

§ 4. De afzender is aansprakelijk voor de juistheid van de door hem zelf of de volgens zijn aanwijzingen door de spoorweg op het vervoerdocument ingevulde aanduidingen en verklaringen; hij draagt alle gevolgen, die voortvloeien uit het feit, dat deze aanduidingen of verklaringen onjuist, onnauwkeurig of onvolledig zijn.

§ 5. Expresgoed moet op snelle wijze worden vervoerd binnen de door de tarieven bepaalde termijnen. De leveringstermijnen moe-

ten in ieder geval korter zijn dan de voor snelgoed toegepaste leveringstermijnen.

§ 6. De tarieven kunnen ook andere dan de hierboven aangeduide afwijkingen van de bepalingen van dit Verdrag bevatten; van de bepalingen van de artikelen 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33 en 37 tot en met 46 van dit Verdrag mag echter niet worden afgeweken.

Voor zover de voorafgaande voorschriften en die der tarieven zich hiertegen niet verzetten, zijn de bepalingen van dit Verdrag van toepassing op het vervoer van expresgoed.

BIJLAGE X
(Artikel 60)

Reglement van arbitrage

Artikel 1

Aantal scheidslieden

De scheidsgerichten, ingesteld om kennis te nemen van andere geschillen dan die tussen Staten, zullen naar gelang van de bepalingen van het compromis worden samengesteld uit een, drie of vijf scheidslieden.

Artikel 2

Keuze der scheidslieden

§ 1. Een lijst van scheidslieden wordt vooraf opgesteld. Elke bij het Verdrag partij zijnde Staat kan ten hoogste twee van zijn onderdanen, die deskundig zijn op het gebied van het internationale vervoerrecht, aanwijzen om te worden ingeschreven op de lijst van scheidslieden, die wordt opgesteld en bijgehouden door de Zwitserse Regering.

§ 2. Indien het compromis in een enkele scheidsman voorziet, wordt deze door partijen in gemeenschappelijk overleg gekozen.

Indien het compromis in drie of vijf scheidslieden voorziet, kiest ieder der partijen naar gelang van het geval één of twee scheidslieden.

De overeenkomstig de voorgaande alinea gekozen scheidslieden wijzen in gemeenschappelijk overleg naar gelang van het geval de derde of de vijfde scheidsman aan, die als voorzitter van het scheidsrecht optreedt.

Indien partijen over de keuze van de enkele scheidsman of indien de door partijen gekozen scheidslieden naar gelang van het geval over de aanwijzing van de derde of de vijfde scheidsman niet tot overeenstemming geraken, wordt het scheidsrecht aangevuld met een scheidsman, die op verzoek van het Centraal Bureau wordt aangewezen door de Voorzitter van het Zwitserse Bondsgerechtshof.

Het scheidsrecht wordt samengesteld uit personen, voorkomende op de lijst bedoeld in § 1. Indien het compromis evenwel in vijf scheidslieden voorziet, kan ieder der partijen één scheidsman kiezen buiten de lijst.

§ 3. De enkele, de derde of de vijfde scheidsman moet van andere nationaliteit zijn dan partijen.

De tussenkomst in het geschil door een derde partij heeft geen invloed op de samenstelling van het scheidsrecht.

Artikel 3

Compromis

Partijen, die een geschil aan de uitspraak van scheidslieden onderwerpen, sluiten een compromis, waarin in het bijzonder zijn aangegeven:

- a) het onderwerp van het geschil, dat zo nauwkeurig en duidelijk mogelijk wordt bepaald;
- b) de samenstelling van het scheidsgerecht en de termijnen voor de benoeming van de scheidsman of de scheidslieden;
- c) de zetel van het scheidsgerecht.

Teneinde de scheidsrechterlijke procedure te openen, moet het compromis aan het Centraal Bureau worden medegedeeld.

Artikel 4

Procedure

Het scheidsgerecht stelt zelf de te volgen procedure vast, waarbij met name met de volgende bepalingen rekening moet worden gehouden:

- a) het scheidsgerecht stelt een voorbereidend onderzoek in naar en oordeelt over de bij hem aanhangig gemaakte zaken aan de hand van de door partijen verstrekte gegevens zonder bij zijn uitspraak gebonden te zijn aan de uitleggingen van partijen;
- b) het kan niet meer of anders toewijzen dan de conclusies van eiser en niet minder dan hetgeen gedaagde heeft erkend verschuldigd te zijn;
- c) de scheidsrechterlijke uitspraak, behoorlijk met redenen omkleed, wordt opgesteld door het scheidsgerecht en door bemiddeling van het Centraal Bureau aan partijen medegedeeld;
- d) de scheidsrechterlijke uitspraak is, behoudens tegengestelde bepalingen van dwingend recht, geldend ter plaatse waar het scheidsgerecht zijn zetel heeft, niet voor hoger beroep vatbaar, met uitzondering evenwel van herziening of een beroep op nietigheid.

Artikel 5

Griffie

Het Centraal Bureau treedt op als griffie van het scheidsgerecht.

Artikel 6

Kosten

De scheidsrechterlijke uitspraak stelt de kosten en uitgaven vast, daaronder begrepen de honoraria van de scheidslieden en beslist ten laste van welke partij de betaling ervan komt of in welke verhouding zij tussen partijen worden verdeeld.

AANVULLEND PROTOCOL

bij de Internationale Verdragen betreffende het vervoer per spoorweg van goederen (CIM) en van reizigers en bagage (CIV), ondertekend te Bern op 25 October 1952

Bij de afsluiting der werkzaamheden van de vijfde Conferentie tot herziening der Internationale Verdragen van 23 November 1933 betreffende het vervoer per spoorweg van goederen (CIM) en van reizigers en bagage (CIV), heeft de Conferentie de volgende besluiten genomen:

1° De Conferentie verleent de Zwitserse Regering, welke deze aanneemt, volmacht een buitengewone conferentie bijeen te roepen, teneinde:

a) een nieuw Reglement met betrekking tot het Centraal Bureau van het internationaal vervoer per spoorweg op te stellen, dat een regeling van toezicht, soortgelijk aan die, welke bestaat in andere internationale organisaties, instelt. De Zwitserse Regering, die zich daarbij laat leiden door de voorstellen der Franse delegatie, zal een ontwerp voorbereiden, dat aan de partij zijnde Staten zal worden medegedeeld. De buitengewone conferentie zal op een zodanig tijdstip moeten worden bijeengeroepen, dat het nieuwe Reglement tegelijk met de nieuwe Verdragen in werking kan treden;

b) een oplossing te zoeken voor het vraagstuk der Duitse deelneming aan de internationale Verdragen betreffende het vervoer per spoorweg van goederen (CIM) en van reizigers en bagage (CIV).

2° De Conferentie,

Kennis nemende van het feit, dat de bevoegde deskundigen hebben vastgesteld, dat de voorwaarden voor het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor en over zee van of naar het Verenigd Koninkrijk in belangrijke mate verschillen van die, welke zijn voorgeschreven in Bijlage I van de CIM en dat het onmogelijk is deze tijdig zo te wijzigen, dat zij hiermede in overeenstemming zijn, te meer, daar harmonisering van de regelingen voor alle vervoermiddelen, zowel op regionaal als op wereldvlak, in overweging is genomen;

Er rekening mede houdend, dat de commissie van deskundigen voor Bijlage I van de CIM in haar XIe zitting, gehouden in December 1951, besloten heeft een speciaal aanhangsel bij Bijlage I te voegen, hetwelk afwijkende voorschriften bevat met betrekking tot het spoor/zeeverkeer van gevaarlijke goederen tussen het vasteland en het Verenigd Koninkrijk, en dat zij een sub-commissie heeft ingesteld — waarin het Verenigd Koninkrijk eveneens is vertegenwoordigd — welke belast is met het opstellen van dat aanhangsel, dat voorgelegd zal worden aan genoemde commissie;

Haar instemming betuigend met deze gang van zaken;

Besluit, dat tot de inwerkingtreding van dat speciale aanhangsel, de gevaarlijke goederen, die volgens de bepalingen van de CIM en de CIV van of naar het Verenigd Koninkrijk vervoerd worden, onderworpen zullen zijn zowel aan de voorschriften van Bijlage I als daarboven aan die van het Verenigd Koninkrijk voorzover het betreft de spoorweg- en scheepvaartregelingen voor het vervoer van gevaarlijke goederen.

3° Teneinde de gelijktijdige inwerkingtreding van dit Verdrag en de Bijlagen, zoals zij zullen luiden als gevolg van de op handen zijnde herzieningen, mogelijk te maken, beveelt de Conferentie aan te bevorderen om artikel 67, § 4, van de CIM zo spoedig mogelijk en niet later dan zes maanden vóór de datum, vastgesteld voor het van kracht worden van het Verdrag zelf, in werking te doen treden.

4° De Conferentie neemt kennis van de volgende verklaring:

„De Regeringen van de Volksrepubliek Bulgarije, van de Hongaarse Volksrepubliek, van de Volksrepubliek Polen, van de Roemeense Volksrepubliek en van de Tsjechoslowaakse Republiek ondertekenen de Verdragen onder het voorbehoud, dat zij de bepalingen van artikel 60, § 2 en § 3, letter a), van de CIM en de CIV niet als geldig en verbindend erkennen”,

en besluit, gezien het volkomen facultatieve karakter van de arbitrage, voorgaand voorbehoud toe te laten.

GEDAAN te Bern, de vijf en twintigste October negentienhonderd twee en vijftig.

(Zie voor de ondertekeningen *Trb.* 1953, 66, blz. 72 e.v.)

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1953, 66.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben overeenkomstig artikel 64, eerste lid, van het Verdrag hun akte van bekrachtiging bij de Zwitserse Bondsraad nedergelegd:

Zwitserland	21 April 1954
het Verenigd Koninkrijk	15 Juni 1954

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1953, 66.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1953, 66.

Zie voor het op 23 November 1933 te Rome ondertekende Internationaal Verdrag betreffende het goederenvervoer per spoorweg (CIM): *Trb.* 1954, 111.

Zie voor het op 11 April 1953 te Bern ondertekende Aanvullende Protocol bij de Verdragen van 25 October 1952: *Trb.* 1954, 96.

Uitgegeven de zestiende Juli 1954.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. W. BEYEN.